

mag #34

résolument Jeunes ⇌

Belgique - België
P.P.
1099 BRUXELLES 1
1/1844

Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse

01



Édito <i>Carlos Crespo - Yonnec Polet</i>	05
CEPPECS	
Pourquoi l'Occident ne vas pas à gauche ? <i>CePPecs - Bruno Sedran</i>	06

Luttés dans le Monde arabe : et si nous cessions à notre tour d'avoir peur ? <i>Ré.S.O.-J - Carlos Crespo</i>	10
« S'il n'y a pas de solution... alors il n'y a pas de problème ! » <i>For'J - Jean-Pierre Tondu</i>	14
La situation des jeunes en Belgique francophone <i>Jeunes FGTB</i>	18
Palestine : la « Belle Résistance », d'Aïda à Bruxelles <i>PAC</i>	24
La mobilité au centre des débats <i>Conseil de la Jeunesse</i>	26
La réduction collective du temps de travail : une revendication historique du mouvement ouvrier plus que jamais d'actualité ! <i>Guéric Bosmans</i>	30
Être volontaire pour un monde plus juste et solidaire <i>SCI</i>	34
Changement climatique <i>Solidarité Socialiste</i>	38



Comité de rédaction

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Yonnec Polet

Secrétaire général
Carlos Crespo

Coordinatrice de projets
Cynthia Lesenfants

Chargée de formations
Delphine Gantois

- - - - -

Coordination, Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Michèle Thommès

Secrétariat
Marielle Delbaere

- - - - -

Éditeur responsable
Yonnec Polet

- - - - -

Rédaction de Résolument Jeunes
Ré.S.O.-J asbl
(Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse)
bd de l'Empereur 15|3 - 1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47
edition@reso.j.be
www.resoj.be

Les propos tenus dans les textes relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs
qui ont apporté leur contribution à ce numéro.

La Rédaction

«Shame», la honte, scandaient le 23 janvier dernier des milliers de jeunes lors de la manifestation «citoyenne» lancée depuis les réseaux sociaux. C'était l'incapacité du «politique» à s'accorder sur la formation du gouvernement belge qui suscitait l'ire de cette jeunesse. Si exprimer une parole indignée quant à la durée anormalement longue des négociations politiques est légitime, il nous semble que critiquer ladite parole s'avère une démarche pertinente et en phase avec l'expression d'une citoyenneté, active, critique et responsable conformément aux finalités des organisations de jeunesse. En effet, nous considérons la lecture trop complaisamment véhiculée par certains «citoyens», organisés ou non, suivant laquelle le «politique» serait une espèce de corps étranger au reste de la société dont il ne comprend ni les attentes élémentaires ni la nature profonde comme peu opportune. L'antinomie entretenue entre «eux», le politique, et nous, les «gens», cache, au mieux, une volonté de substituer les actuels responsables politiques à d'autres et, au pire, un antipolitisme primaire. La réalité est plus complexe. Il ne faut pas oublier que, pour reprendre une formule métaphorique, les «politiques», qui jouent aujourd'hui une bien longue partie de poker, sont en train de le faire avec les cartes que les gens leur ont données le 13 juin dernier. D'autres joueurs feraient-ils mieux avec les mêmes atouts ? Peut-être mais rien n'est moins sûr ! Ignorer les différences objectives entre les rapports de forces intracommunautaires, les opinions publiques, le degré de conscientisation nationale, au Nord et au Sud du pays, c'est faire l'économie d'une réflexion consistante et sérieuse. Nous nous inscrivons donc résolument en faux contre toute analyse simpliste visant à ravalier les difficiles négociations en cours sur l'organisation de la société, le vivre ensemble ou la Sécurité Sociale à de vulgaires chamailleries entre «politiques» !

Parler de honte serait peut être finalement plus approprié lorsque l'on évoque les luttes courageuses des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Honte devant le soutien des pays occidentaux à ces satrapes qui ont tyrannisé leurs populations pendant des années ! Un article revient dans les pages qui suivent sur les révolutions dans le monde arabo-musulman qui sont en train de faire de 2011 une année de référence dans les manuels d'Histoire.

Le présent numéro du Résolument Jeunes, qui est aussi un espace ouvert aux contributions des associations progressistes, aborde notamment la question des conditions de vie des jeunes, dans un article élaboré par les jeunes FGTB. Cet apport constitue, d'une certaine manière, un prologue à la campagne pour l'émancipation des jeunes qui va constituer l'axe central de l'action et de la réflexion du Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse. L'objectif est de mettre à l'agenda politique l'émancipation des jeunes comme priorité. Ainsi dans les numéros qui suivent, quatre thématiques seront développées : enseignement/emploi, mobilité/ouverture culturelle, logement/indépendance résidentielle, la jeunesse comme acteur de changement dans les mouvements de contestation.

La Ministre Huytebroek semble sensible à la question de l'émancipation puisque l'une des 7 priorités structurant son «plan Jeunesse» est libellé de la manière suivante : Favoriser et sécuriser la transition des jeunes vers l'âge adulte, leur accès à l'indépendance financière et résidentielle. Il est à espérer que la déclaration d'intention soit suivie à terme de mesures concrètes et opérationnelles. Le Ré.S.O.-J est bien évidemment disposé à dialoguer avec la Ministre de la Jeunesse de toute proposition porteuse en la matière et de son implémentation.

Carlos Crespo
Secrétaire général
Yonnec Polet
Président
03.2011



Pourquoi l'Occident ne va pas à gauche ?

Cet article constitue un compte-rendu ainsi qu'une piste de discussion de la conférence « Pourquoi l'Occident ne va pas à gauche ? » donnée par Raffaele Simone, professeur de linguistique à l'université de Rome 3, dans le cadre du cycle « Qu'est-ce que le socialisme ? » Son livre « Le Monstre Doux — L'Occident vire-t-il à droite ? » a été traduit en français en 2010 chez Gallimard dans la collection Le débat.

Le constat paraît évident. Les partis de gauche en Europe ne sont plus au pouvoir. En France, la gauche a perdu le pouvoir en 2002, en Allemagne en 2005, en Italie en 2008, au Royaume-Uni en 2010 et la liste est longue. Aujourd'hui, dans le monde qui nous entoure, il est difficile d'imaginer que des idées de gauche ont transformé la société et que d'autres préparent le futur. Dans ce cadre, la gauche semble victime d'un épuisement historique de ses missions. De plus, cette tendance s'étend au point que c'est « l'Occident tout entier qui vire à droite ».

Raffaele Simone développe les causes de ces changements perçus dans la politique en quatre couches qui permettent de comprendre qu'un bain de culture, lié à une culture de masse, modèle l'esprit du temps.

Une crise de la gauche historique et culturelle

Tout d'abord Simone constate qu'aucun des objectifs de la gauche n'a laissé de traces dans la mentalité collective même si de nombreux avantages sociaux sont des conquêtes de cette dernière (les congés payés, les droits des travailleurs, le vote des femmes...). La gauche a également cessé de revendiquer ce qui constituait son patrimoine issu de longues luttes, et ses réalisations font dorénavant partie de l'identité européenne au point que la droite s'en approprie certains éléments. Ensuite Simone met en exergue que de nombreux objectifs historiques n'ont pas été réalisés comme la réduction des inégalités, la redistribution des richesses, etc.

Comment expliquer cet incroyable échec ? Il faut comprendre que les expériences les plus marquantes de la gauche au pouvoir ont été communistes et ont pris à certains moments des formes totalitaires ou autoritaires avec ce que cela signifie d'oppression et de répression. Ce fait historique a eu des conséquences désastreuses, notamment parce que la droite a associé le visage criminel du communisme et la gauche. De plus, la gauche elle-même a ignoré pendant de nombreuses années les réalités du communisme et a tardé à faire son autocritique.

Un autre élément est à ajouter à ce constat d'échec qui provient d'une différenciation

de la gauche en se positionnant comme plus honnête, plus intelligente, autrement dit en affichant une certaine supériorité. Or, comme le précise Simone, elle a fait preuve dans toute l'Europe d'une véritable médiocrité intellectuelle. En effet, elle a été aveugle à de nombreux problèmes contemporains comme l'intégration européenne, l'immigration de masse, le vieillissement de la population, la mondialisation... Cet aveuglement ne lui a pas permis d'élaborer des positions claires sur les problèmes concrets des retraites, de la sécurité ou de l'immigration alors qu'elle aurait dû en faire ses missions.

Enfin, entre 1960 et 1990, la composante communiste de la gauche est entrée en déclin et le contenant idéologique de la gauche s'est retrouvé plus ou moins vide. Simone pointe le fait que certains acteurs, surtout depuis les années 2000, pensent que pour remplir ce vide laissé par les idées communistes, la gauche devrait dorénavant se concentrer sur les droits (des minorités...). Dans les faits, la gauche a changé d'orientation concrète et notamment l'effort messianique (prédire et préparer le monde et l'homme nouveau) a disparu pour laisser place à un pragmatisme politique dépourvu de principes. Toutes ces solutions ont eu comme effet de supprimer le noyau dur de la gauche et les principes se sont édulcorés. Dépourvue d'un noyau dur de remplacement, elle se met désormais à fusionner par opportunité, comme par exemple en Italie où elle s'allie à d'autres partis en acceptant la composante catholique. Mais ce jeu visant à rassembler des majorités électorales plus importantes, en se positionnant comme « centre gauche », apporte surtout une certaine confusion chez beaucoup d'électeurs qui ne parviennent plus à la spécifier.

La droite nouvelle

Si la gauche a vécu de nombreuses transformations, de son côté la droite n'est pas en reste. La droite que Simone appelle « la droite nouvelle » s'écarte de celles qui se sont révélées au fil de l'histoire. Elle utilise les médias et ne peut être identifiée à un parti mais bien à une idéologie qui flotte dans l'air. En somme, elle est bien plus une culture diffuse et mondiale qu'une véritable force politique définie.

Simone tire les traits qui composent cette culture : elle est l'expression du capitalisme et se veut technologique et financière ; elle est l'ennemie de l'intervention publique ; elle a pour valeur la consommation mais est conservatrice et populiste ; elle ne reconnaît pas de classe universelle en dehors d'une certaine bourgeoisie qu'il faut conduire au divertissement. Dans cette vision du monde, le citoyen n'est plus

qu’un consommateur, ce qui fait dire à Simone que le terme de capitalisme ne suffit plus et se rapporte à celui d’ultracapitalisme car nous sommes face à une culture de masse qui prend une forme planétaire et s’étend bien au-delà de l’économie.

Une gauche poussiéreuse

Face à ce nouvel esprit du temps modelé par cette culture ultracapitaliste, la gauche semble poussiéreuse car ses idéaux sont en déclin et cela pour plusieurs raisons : elle a perdu sa classe de référence (la classe ouvrière) et l’électorat de gauche s’est complètement modifié. Plusieurs facteurs ont contribué à l’affaiblissement de la classe ouvrière. En effet, les stratégies de délocalisation industrielle ont notamment eu pour effet de créer des masses ouvrières dans des lieux où celles-ci ne posent aucun problème. En Europe par contre, les ouvriers sont constitués de plus en plus d’immigrés, c’est-à-dire des personnes moins dangereuses syndicalement avec comme conséquence de diminuer les revendications. Bien entendu, il reste toujours de « véritables » ouvriers mais dans ce groupe de nombreuses transformations ont eu lieu. La classe ouvrière a changé d’options, fatiguée d’être considérée comme une classe inférieure, et apparaît dorénavant comme « la bourgeoisie qu’elle voudrait être ». Face à cela, la gauche n’évoque plus la classe ouvrière dans ses programmes et celle-ci n’est donc plus au centre de sa politique. La place est prise dorénavant par la classe moyenne, des professionnels et des intellectuels diplômés voire une partie de la haute bourgeoisie mais cette base électorale hétérogène n’est pas solide car peu attachée à des intérêts de classe et surtout très mobile en fonction de ses intérêts personnels. Enfin, si l’électorat de gauche s’est réduit c’est également parce que « les idéaux de gauche ne sont plus à la hauteur de l’époque ». En effet, dans une société supercapitaliste, modelée par ce bain de culture, ils apparaissent comme étant de nature restrictive, pénitentielle et misérabiliste. Simone le démontre clairement lorsqu’il reprend les objectifs principaux de la gauche : l’objectif d’égalité est vu du point de vue du supercapitalisme comme une limitation de l’expansion des prérogatives individuelles, l’équité fiscale perturbe la consommation, la justice impose des règles... En somme, ce sont les idées profondes de sacrifice, de renoncement et de redistribution qui ne sont plus conformes aux soucis de la modernité.

Le « monstre doux » au pouvoir

Dans cette dernière couche, Simone s’écarte du point de vue politique pour décrire ce bain de culture qui nous enveloppe et oriente les comportements. Le livre « De la démocratie en Amérique » d’Alexis de Tocqueville dans lequel est décrit un régime despotique qui pourrait se mettre en place comme effet pervers de la démocratie, s’avère être assez éclairant : « Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d’hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. [...] Au-dessus de ceux-là s’élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d’assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l’âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu’à les fixer irrévocablement dans l’enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu’ils ne songent qu’à se réjouir. »¹

Si cette description est prophétique, Simone constate que ce régime s’est réalisé aujourd’hui à travers des orientations politiques mais aussi un système médiatique, télévisuel, culturel, cognitif et une ambiance sociale infantilissante où toute posture adulte est rejetée. C’est ce bain de culture qui compose le « monstre doux » dont la droite nouvelle est le héraut. Le « monstre doux » se caractérise par la venue du divertissement, du *fun* comme commandement à tel point qu’il inverse le rapport travail-temps libre. Dorénavant, le travail interrompt le divertissement et le fun est devenu une telle obsession qu’il envahit même les lieux de travail ou les administrations. Simone ajoute que ce bain de culture apporte de nouvelles passions mais met en crise d’anciennes comme par exemple la honte, cette capacité de considérer impropre certains comportements, mais aussi la compassion avec l’avenue d’une préoccupation d’avantage centrée sur

1 | Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Tome II, cinquième partie, chapitre VI.

soi, son bien-être que sur les autres. Les conséquences sont le rejet de la laideur, de la vieillesse et de la maladie, et la recherche extrême du bien-être physique et de la jeunesse. Un autre élément important est que ce bain de culture provoque une transformation de notre manière de connaître, de reconnaître et d’assumer les connaissances avec comme résultat un affaiblissement de la distinction entre la réalité et la fiction. Simone reprend l’exemple de la télévision ou d’Internet qui manipule sans cesse les représentations ou en créent des nouvelles : « le faux déborde sur le vrai, l’enveloppe et le dévore ». Dans ce bain de culture, la droite nouvelle se sent comme un poisson dans l’eau car ses valeurs de consommation y sont étroitement liées. Elle est donc au plus proche des intérêts immédiats des individus, plus adaptée à notre époque. Portée par ce mouvement, elle gagne car elle sait convaincre les individus que la consommation est une réponse à leurs angoisses existentielles. La gauche n’a donc plus affaire à des partis mais bien à ce bain de culture attrayant.

Conclusion

La gauche a perdu pour l’instant toute capacité de donner forme au monde. Le monde serait pour Simone naturellement de droite et la volonté de la gauche de le transformer serait étymologiquement contre nature. La droite doit donc être considérée comme plus proche de la nature humaine. Pour illustrer ce point Simone s’appuie sur une analogie entre des postulats de droite et l’enfance : l’individualisme, la propriété, la liberté, la non ingérence et la supériorité du privé sur le public. Par opposition, la gauche serait étayée par les mécanismes moraux que sont : l’égalité, la redistribution des ressources, l’intérêt public, le droit d’ingérence pour l’intérêt général et la supériorité du public sur le privé. Les positions de gauche doivent donc être considérées comme un artifice, une construction nécessitant un effort continu. Or la notion d’effort est inadéquate avec ce bain de culture dans lequel nous baignons et qui prône le bien-être immédiat et le *fun* permanent.

Quelques éléments de discussion

Si le constat de Simone sur le fait que la gauche est plutôt mal en point ne fait pas l’ombre d’un doute, certaines de ses explications méritent la discussion. Tout d’abord en ce qui concerne la médiocrité intellectuelle, celle-ci ne me semble pas être caractéristique de la gauche comme le pense Simone. En effet, sur ce ring, la droite a également de bons arguments même si elle se pare d’un certain pragmatisme. Celui-ci oblige cette même droite à devoir concilier des points de vue opposés, comme en économie où tour à tour elle défend protectionnisme et ouverture, mais toujours porté par un fond libéral où l’État est plus un problème qu’une véritable solution. Mais ce qui rend la gauche si antipathique est qu’elle n’a cessé de soutenir une position de supériorité alors qu’elle n’a pas vu venir les grands enjeux de notre époque.

Enfin, il est important d’ajouter un point sur la cause profonde de ce déclin de la gauche. En ses débuts, elle avait remis en chantier des valeurs chrétiennes qui étaient à la source de la modernité et leur avait donné une nouvelle forme. Rappelons, par exemple, le texte « Le Nouveau christianisme » de Saint Simon dont les thèses ont construit la doctrine socialiste à ses débuts. Mais les injonctions contemporaines ont totalement miné cette continuité. En ce qui concerne le naturalisme de la droite, ne serait-il pas lié aux transformations anthropologique et historique engendrées par la démocratie ? La crise de la gauche devrait donc être mise en lien avec le processus d’individualisation de nos sociétés et les mutations de la démocratie qui se marquent par une crise de la représentation et dont la crise politique belge en est un autre exemple.

Bruno Sedran

Luttes dans le Monde arabe : et si nous cessions à notre tour d'avoir peur ?

L'effervescence révolutionnaire dans le monde arabe n'en finit plus de produire des effets improbables. Après le président tunisien Ben Ali, contraint d'abandonner son pays pour fuir la colère de son peuple, c'est son homologue égyptien Moubarak qui a été obligé de quitter le pouvoir suite à un soulèvement populaire. Les jeunes générations constituent une composante essentielle d'un mouvement de contestation sans précédent dans la région et qui est en train de faire vaciller et même tomber des dictateurs que l'ont croyait pourtant indéboulinables. La jeunesse arabe s'est levée avec courage et détermination pour ne plus avoir à ployer sous le joug tyrannique qui courba leurs parents et leurs grands-parents. Ben Ali et Moubarak seront peut-être les premiers, de la longue série d'un crépuscule d'autocrates, emportés par la vague contestataire porteuse des aspirations populaires à des changements démocratiques, des contreforts de l'Atlas aux confins de la Péninsule Arabique.

Il est à espérer que l'Histoire — dont on retiendra sans aucun doute l'indéniable caractère héroïque —, que les peuples en lutte ont écrite en lettres capitales dans les rue de Tunis et du Caire, ne connaisse pas son épilogue « réaliste » rédigé sur un coin de table dans la pièce feutrée d'une chancellerie occidentale. Le risque existe de voir, comme à de nombreuses reprises dans le passé, les pays occidentaux compromettre les perspectives d'évolution démocratique de ces états, pour des raisons géostratégiques à tout le moins discutables. Depuis le moment où les peuples colonisés brisèrent leurs chaînes, les anciennes puissances coloniales n'ont eu de cesse de leur river de nouveaux fers. Dans le monde arabe, comme ailleurs dans le tiers monde, mieux valait pour les dirigeants bénéficier du soutien occidental qu'assurer le bien-être de leur peuple pour conserver le pouvoir. Peut-être que la donne est en train de changer et que certains, en prenant la mesure de la haine que leurs « amis » suscitaient au sein de leur population opprimée, vont remettre en question leurs choix d'alliances. L'attitude d'Obama qui, devant l'ampleur de la mobilisation des égyptiens, donna

finallement l'estocade¹ au régime d'Hosny Moubarak en lui retirant publiquement son soutien, accrédi terait d'ailleurs la thèse d'un changement bénéfique de la stratégie diplomatique américaine.

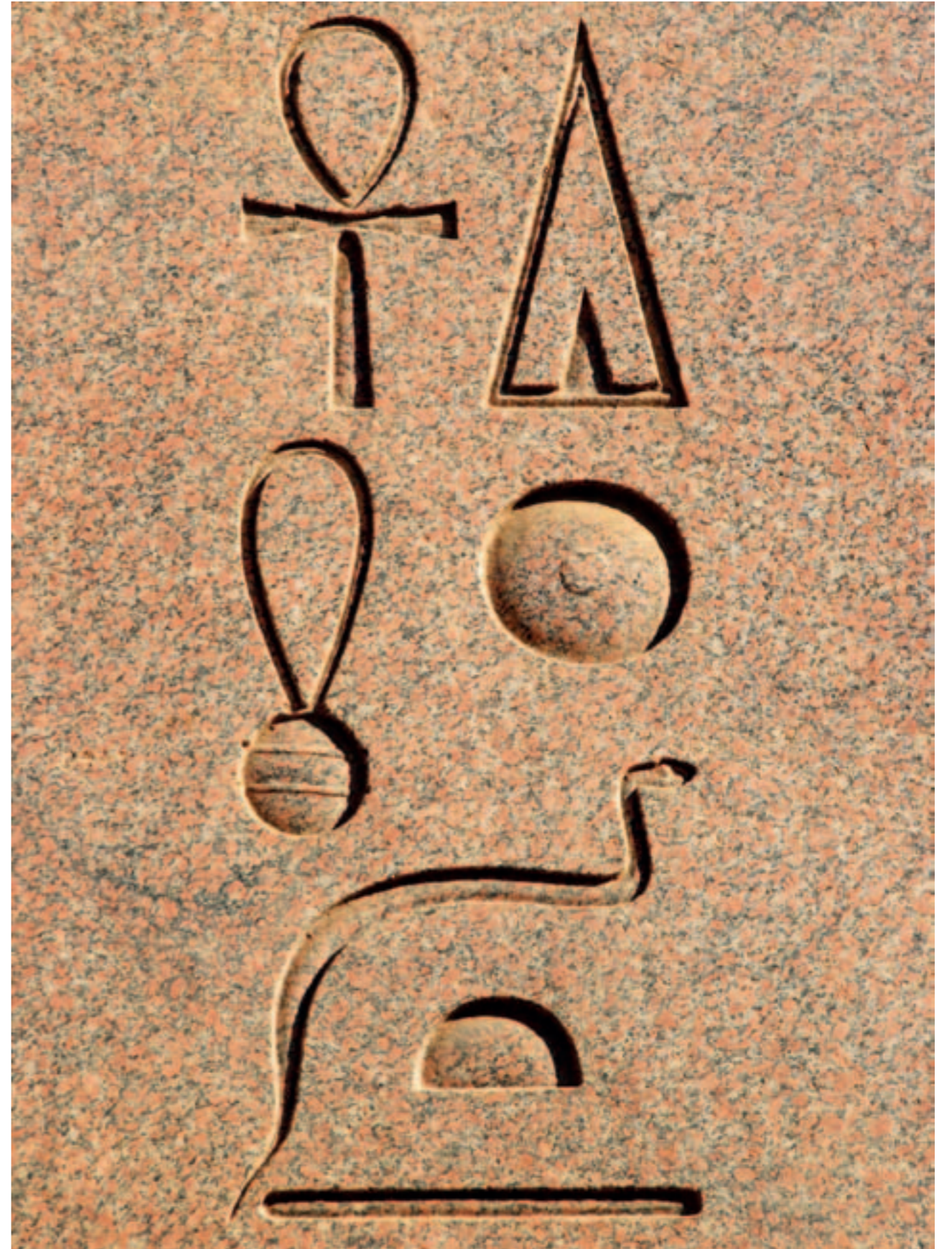
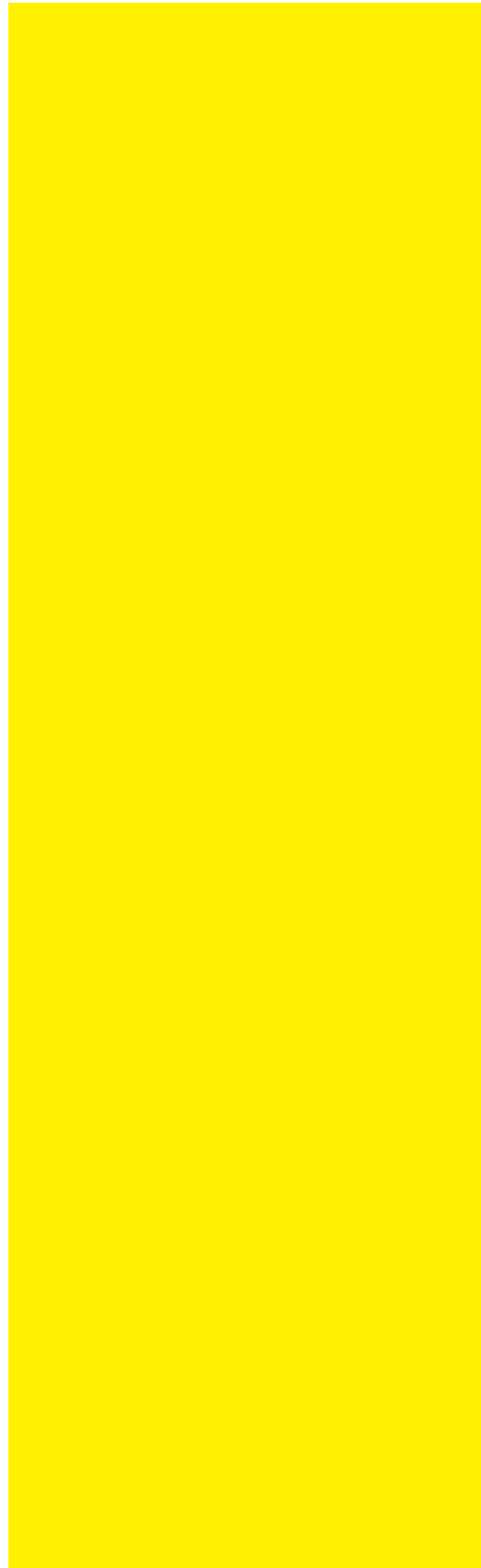
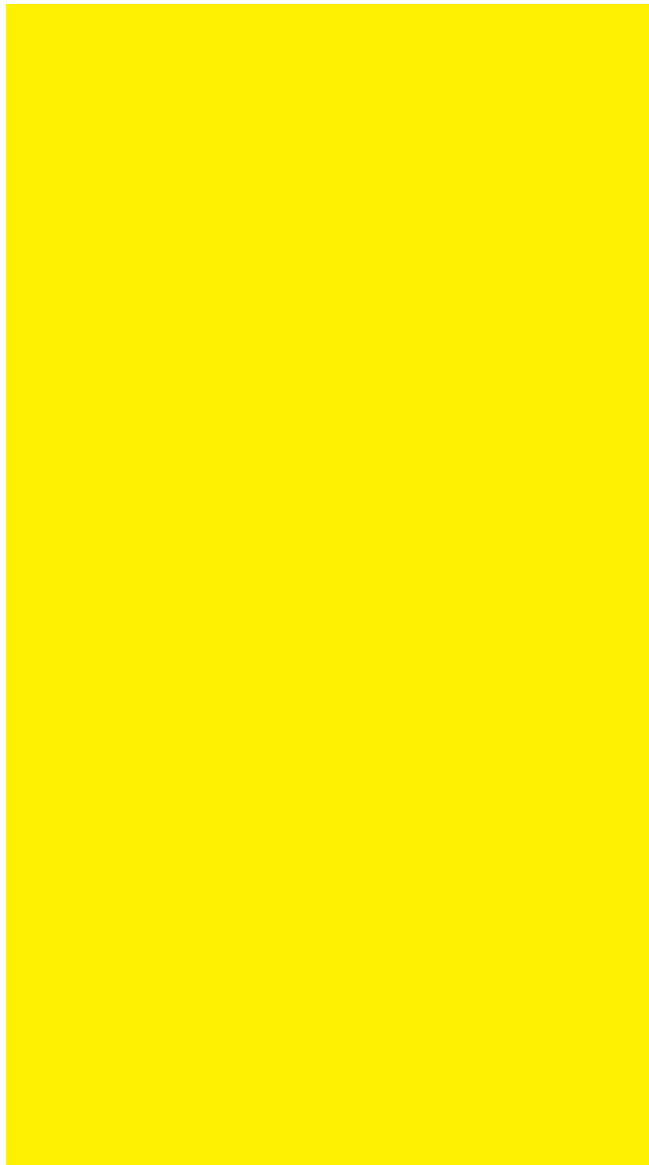
À l'instar des peuples égyptien et tunisien qui, un jour, ont cessé d'avoir peur face à l'imposant appareil répressif mis en place par des États-policiers sur lesquels le pouvoir despotique de Ben Ali et Moubarak était construit, nous devrions mettre de côté nos angoisses. La peur, comme le dit l'adage, est mauvaise conseillère. Elle est souvent à la base de décisions précipitées aux conséquences funestes. Il est loin d'être établi que la peur du péril islamiste que certains faiseurs d'opinion mettent de plus en plus en exergue fasse exception à la règle. Certes les processus révolutionnaires dans les pays du Proche-Orient (voire du Moyen-Orient) sont éminemment complexes. Dans ce contexte, le fait de vouloir observer une certaine prudence n'a rien de blâmable. Bien qu'en politique, plus que dans d'autres domaines, les prédictions soient le plus souvent hasardeuses, d'aucuns anticipent avec horreur une potentielle prise de pouvoir à terme par les islamistes, en Tunisie et surtout en Egypte. Il convient de rester rationnel dans l'analyse des révolutions actuellement en cours. Un scénario « à l'iranienne » pour cauchemardesque qu'il soit n'est, à ce stade fort heureusement, qu'une des multiples issues possibles. Les Frères Musulmans sont considérés par beaucoup comme une menace pour la démocratie naissante sur les bords du Nil. S'il est clair que leur projet politique est clairement réactionnaire et doit être combattu politiquement par les progressistes, il n'en demeure pas moins que leur hypothétique mise au ban, de surcroît sous la pression occidentale, s'avèrerait indubitablement contreproductive. Vu le peu de crédit dont les américains et les européens, principaux soutiens du président déchu, jouissent auprès des masses égyptiennes, il est évident qu'un boycott de leur part vis-à-vis des Frères Musulmans ne ferait que renforcer ces derniers. Il convient de ne pas commettre l'erreur de tenter de confisquer la révolution que le peuple égyptien a acquise de haute lutte en lui imposant, depuis Washington, Paris ou Londres, de nouveaux dirigeants. Les Frères Musulmans doivent être une partie de la solution et non la cause du problème. Il est essentiel de les considérer comme une force sociale et politique à intégrer dans le cadre d'un processus progressif de transition démocratique. Leur « normalisation » et leur insertion dans un futur paysage politique égyptien, où le multipartisme et la pluralité s'érigeraient en

1 | www.lesoir.be/actualite/monde/2011-02-11/obama-rejette-les-annonces-de-moubarak-821270.php

normes fondamentales, constituerait à n'en pas douter une conclusion heureuse.

La peur de l'intégrisme islamiste couplée à la volonté de faire primer leurs intérêts économiques aux aspirations populaires légitimes a conduit le monde occidental à soutenir des despotes comme Ben Ali et Moubarak. Le moment est peut être venu de mettre de côté nos peurs et de renoncer à la perpétuation de visées néocoloniales, mais aussi et surtout de faire confiance à une jeunesse dont l'immense courage n'a d'égal que la volonté manifeste de changer durablement les choses !

Carlos Crespo
02.2011



«S'il n'y a pas de solution...
alors il n'y a pas de problème!»



Pour autant que ma mémoire soit fidèle, le titre de cet article est une réponse du jeune Dalai-lama à l'alpiniste Autrichien Heinrich Harrer, dans le film «7 ans au Tibet», voulant le rassurer quant à sa sécurité, menacée par l'avancée des troupes chinoises et les exactions qu'elles commettaient à l'égard des Tibétains et particulièrement des moines bouddhistes.

Cette réplique pourrait-elle s'appliquer utilement à la Belgique, dans l'impossibilité de résoudre la crise institutionnelle que nous connaissons? «Il faut concilier l'inconciliable» disait Elio Di Rupo, et il ne s'agissait pas, de toute évidence, que d'une formule. On ne compte plus les chargés de missions royales qui se sont cassés les dents sur l'épineux problème, et à vrai dire, je pense qu'il ne pouvait en être autrement. Pourquoi? Que faire alors?

Il est facile aussi pour nous, les citoyens, de rejeter la faute sur les politiques, de les sommer de s'entendre. Les initiatives les plus diverses et folkloriques montrant l'agacement de la population en sont la preuve, depuis le compte à rebours pour l'obtention du record mondial d'un pays en manque de gouvernement, à la marche, «Shame», en passant par le refus de se raser, voire la proposition de ne plus verser le salaire des élus ou plus généralement de ne plus payer ses impôts.

Le problème apparaît bien insurmontable et ne nous trompons pas, la responsabilité en est partagée par nombre d'électeurs, qui peu à peu, se sont laissés convaincre (ou ont feint d'être convaincus) par une rhétorique séparatiste, alimentée par des manipulations historiques et des discours populistes et manichéens.

Dès lors, que le résultat des élections était ce que les citoyens en ont fait, l'application de la législation et des principes démocratiques

ne pouvaient aboutir à un compromis acceptable par tous... Il n'y avait pas et à mon avis, il n'y aura pas à court terme de solution allant dans le sens d'un apaisement «durable».

Il faut, me semble-t-il, une patiente éducation du citoyen sur le sens commun, le vivre ensemble.¹ Il faut développer son sens critique afin qu'il prenne conscience de l'absurde de la séparation d'un pays qui non seulement à un passé de deux siècles de mixité totale, mais surtout a, inscrit dans son futur, sa dilution dans une nécessaire et souhaitable montée en puissance d'un projet européen démocratique, citoyen, progressiste.

Une forme de «guerre d'usure» semble aujourd'hui remplacer les négociations, et personne ne s'en lasse au point de capituler, de renoncer à son programme, ceci au risque de déstabiliser le pays tout entier et de jeter Bruxellois, Flamands et Wallons dans une crise économique.

Le temps semble donc venu, après huit mois de tergiversations et de rodomontades, afin d'éviter cette crise économique, de sortir d'une crise institutionnelle sans solution, et pour cette raison, de ne plus considérer le problème institutionnel. Il devient urgent dans un premier temps qu'un gouvernement de plein exercice se consacre à un projet qui aura pour mission de préserver la qualité de vie du citoyen et, dans un deuxième temps, en gage de bonne foi et pour tenter d'apaiser les partis qui immanquablement ne participeront pas à ce gouvernement, travaille à cette éducation citoyenne, outil nécessaire et préalable à la pleine conscientisation du citoyen et, en découlant, à la pleine validation et acceptation des résultats d'un futur référendum ou d'une élection, porteraient-ils sur la fin de la Belgique.

Mais on n'en est pas encore là, et quoi qu'il advienne, travailler au vivre ensemble ne peut être que bénéfique, dès lors que finalement — que ce soit entre Belges, Communautards français, ou Wallons, avant si possible d'exporter la réflexion au niveau européen —, il y a dans toute communauté autant de similitudes entre ses composantes, qui peuvent être des facteurs de cohésion, que de différences qui seraient de «bonnes» raisons de les séparer. C'est par la connaissance de ces caractéristiques, le respect du droit à la différence et leur sublimation au nom

¹ Et c'est la raison de cet article, car cela nous interpelle doublement dans la conduite de nos missions: en tant qu'OJ et en qualité de socialistes.

d'un projet commun, respectueux de tous, égalitaire et solidaire, que ces communautés créeront du lien et se donneront les chances d'affronter sereinement l'avenir. Il convient donc sans équivoque et d'urgence, d'amener la question essentielle de la solidarité, car le problème de fond, et pas seulement en Belgique, semble bien être que les riches d'aujourd'hui, soucieux de préserver leurs privilèges, ne souhaitent plus s'encombrer des populations démunies.

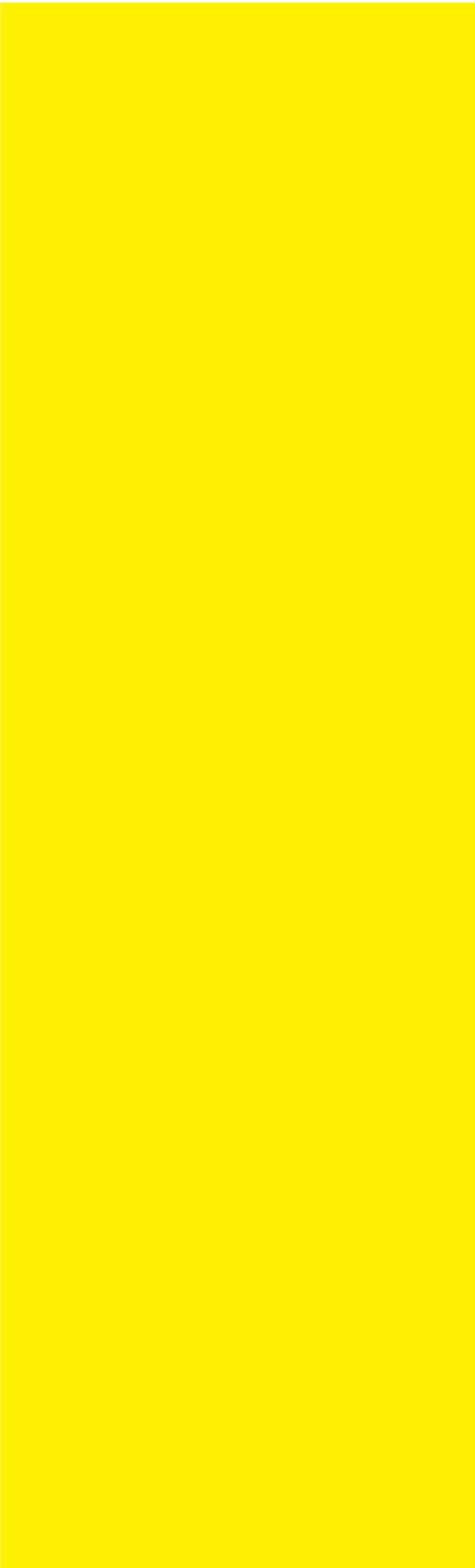
Si tant est que les problèmes de langue, de culture, voire de religion, ici et là sont la plupart du temps des paravents brandis pudiquement pour masquer un sordide égoïsme, comment peut-on croire que la venue des libéraux dans le débat puisse contribuer à une réelle et durable solution ?

La Belgique, par l'absurde, donne une solide leçon à l'Europe qui, tôt ou tard, n'aura guère plus de chance de survivre à des tensions séparatistes sans œuvrer prioritairement et urgemment à établir une réelle citoyenneté européenne, par l'adhésion de tous à un projet humaniste s'appuyant notamment sur l'uniformisation vers le haut des normes de sécurité sociale, par l'instauration d'une fiscalité unique, la suppression de tout dispositif de dumping social intra européen, le partage du travail et la mise en place de mesures de protection, non d'un marché, mais d'un standard de vie : *The European way of life* !

Combien de temps d'errance et d'absurdité encore avant cet *European way of life* ? Espérons que le « voile de cendres »² tombe, vite.

Jean-Pierre Tondu
Coordinateur FOR'J

2| «[D]e manière plus générale on vivait une période idéologiquement étrange, où tout un chacun en Europe occidentale semblait persuadé que le capitalisme était condamné, et même condamné à brève échéance, qu'il vivait ses toutes dernières années, sans que pourtant les partis d'ultra-gauche ne parviennent à séduire au-delà de leur clientèle habituelle de masochistes hargneux. Un voile de cendres semblait s'être répandus sur les esprits» in *La carte et le territoire*, Michel Houellebecq.



«La situation des jeunes en Belgique francophone» (Recueil de statistiques IWEPS)

L'IWEPS (Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique) a publié en décembre 2010 un recueil de statistiques relatives à la situation des jeunes en Communauté française. Les statistiques concernent l'année 2009 et couvrent cinq domaines: l'enseignement, le marché du travail, la pauvreté, la santé et les loisirs / activités culturelles. Nous nous concentrerons dans cet article sur les données concernant l'enseignement, le marché du travail et la pauvreté.*

* L'étude complète est disponible sur le site de l'IWEPS: statistiques.wallonie.be



1. Enseignement

Nous présenterons ici les données relatives à l'enseignement «traditionnel», à l'enseignement en alternance et à l'enseignement supérieur. L'enseignement étant organisé par la Communauté française, les chiffres ici présentés concernent tant les jeunes scolarisés en Région wallonne qu'en Région de Bruxelles-Capitale.

Enseignement secondaire traditionnel (général-technique-professionnel)

Le secondaire général affiche toujours une moyenne légèrement plus haute de garçons dans le 1^{er} degré (1^{re} et 2^e années - 51 %) pour arriver au 3^e degré (5^e et 6^e années) à une moyenne plus basse (46 %).

À l'inverse, les garçons sont plus nombreux dans les autres types d'enseignement (technique et professionnel) et ce tous degrés confondus - à l'exception du 3^e degré de l'enseignement technique de qualification, dans lequel ils représentent 49 % des effectifs.

Les garçons sont plus représentés que les filles dans les 1^{er} et 2^e degrés de l'enseignement toutes filières confondues; cette tendance s'inverse au 3^e degré (48,4 %).

Il est par contre intéressant de constater que parmi les élèves qui fréquentent le 1^{er} degré différencié (regroupant les élèves n'ayant pas obtenu le Certificat d'Études de Base - CEB), on trouve 60 % de garçons.

Les domaines d'études choisis dans le secondaire sont par contre très différents suivant le sexe: les garçons sont très

majoritaires dans les filières économiques et scientifiques et majoritaires dans les filières mathématiques. Les filles sont plus représentées dans les filières sociales, artistiques, latines. Cette division entre filières scientifiques «pures» (électromécanique, construction, économie...) et «sociales» (services aux personnes, hôtellerie, Arts appliqués...) se retrouve également dans les enseignements techniques et professionnels.

Il est indéniable qu'une certaine tradition patriarcale joue encore, même inconsciemment, sur le choix des études suivies par les filles ou les garçons; il existe encore très clairement des filières (et donc, des métiers) d'«hommes» et de «femmes».

Il est par contre très interpellant de constater qu'au sortir du secondaire, 11, 1 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans n'ont pas le diplôme de secondaire inférieur et ne suivent aucune formation! Tel qu'il est organisé, l'enseignement obligatoire laisse donc 1 jeune sur 10 sans aucune formation et débouché pour l'avenir (avec une majorité de garçons).

Notre système scolaire obligatoire, l'un des plus inégalitaires et des plus sélectifs au monde, n'arrive donc pas à accorder une formation de base à 1 jeune sur 10!

Enseignement en alternance

Si l'on quitte l'enseignement traditionnel pour les formes d'enseignements en alternance, on retrouve parmi les 5 529 stagiaires une proportion de 73 % de garçons. Juste pour les CEFA¹, 68 % des élèves sont de sexe masculin.

Au-delà de la relative parité observée dans l'enseignement traditionnel, il convient de s'interroger sur les causes du choix souvent imposé de l'enseignement en alternance et sur le pourquoi de la surreprésentation de garçons en son sein.

Enseignement supérieur de type court et long (universitaire et non universitaire)

Le taux de redoublement est sensiblement le même et supérieur à 50 %. La représentation homme-femme dans les différentes filières reflète celle du secondaire: surreprésentation des femmes dans les filières dites littéraires; surreprésentation des hommes dans les secteurs des sciences «dures» (à l'exception des secteurs de la santé tels que pharmacie, médecine...) et dans les filières économiques.

2. Structure d’activité de la population wallonne

Il y a 445 306 jeunes de 15 à 24 ans en Région wallonne. Ils représentent 12,7 % de la population totale. Dans cette tranche d’âge, la population active (avec ou sans emploi) compte 139 982 personnes. 69,5 % de celles-ci ont un emploi et 30,5 % n’en ont pas. Le taux de chômage des 15 à 24 ans est donc facile à déduire. 305 924 jeunes de 15 à 24 ans sont inactif-ve-s en Région wallonne. Une large majorité de ces jeunes sont étudiant-e-s (90,8 %), mais les 9,2 % restants sont totalement inactifs. Cela signifie que près de 30 000 jeunes wallon-ne-s n’étudient pas et ne sont pas travailleur-se-s (avec ou sans emploi)... L’étude ne détaille malheureusement pas plus en détail ce que ces jeunes font.

3. Statut d’emploi des jeunes en Région wallonne

Plusieurs statistiques intéressantes relatives à l’emploi des jeunes peuvent être citées ici. Premièrement, parmi la population active des 15 à 24 ans, 96 914 jeunes ont un emploi (et 42 468 jeunes n’en ont pas). 94 % des jeunes de 15 à 24 ans qui **ont un emploi**

sont salariés, tandis que les 6 % restants travaillent sous un autre statut. Seuls 3,5 % des 96 000 jeunes wallon-ne-s qui ont un emploi sont indépendants et 1,5 % occupent du personnel. En ce qui concerne la répartition entre les sexes, on constate que ces 96 914 jeunes se composent de 41 208 femmes (soit 42,5 %) et de 55 706 hommes (soit 57,5 %).

Deuxièmement, le **taux d’emploi** des 20-29 ans en Région Wallonne (c’est-à-dire le nombre des 20-29 ans qui ont un emploi par rapport à la population totale des 20-29 ans)² s’élève à 54,8 %. À titre de comparaison, le taux d’emploi des 20-29 ans est de 50 % en Région de Bruxelles-Capitale et de 68,5 % en Région flamande.

Il est intéressant de noter que, dans tout le pays, les différences de taux d’emploi entre les hommes et les femmes sont moins importantes dans la tranche des 20-29 ans que dans l’ensemble de la population active (15-64 ans).

Troisièmement, le **taux de chômage** des 15 à 24 ans (tel que présenté dans les données EFT³) s’élève à 30,5 % en Région wallonne. Le taux de chômage des jeunes femmes (33 %) est plus élevé que celui des jeunes hommes (28,5 %). En Région de Bruxelles-Capitale, le taux de chômage des 15-24 ans est de 31,7 %. Contrairement à la Région wallonne, ici c’est

2| À la différence des statistiques européennes (Eurostat, etc.), qui incluent les 15-18 ans dans les calculs du taux d’emploi (en faisant semblant d’oublier que les jeunes de 15 à 18 ans sont heureusement soumis à l’obligation scolaire dans de nombreux pays européens), l’IWEPS fournit des chiffres relatifs au taux d’emploi sur la tranche d’âge des 20-29.

3| Enquête sur les Forces de Travail menée en 2009 sur 15 000 ménages belges par trimestre. Les chiffres issus de l’enquête sont ensuite extrapolés pour représenter des tendances générales s’appliquant à la population dans son ensemble. Il s’agit, par conséquent, de données dont la fiabilité n’est pas sans faille. En outre, si le but déclaré de la méthode EFT est de garantir la « comparabilité internationale » des données sur l’emploi, force est de constater que les chiffres ainsi obtenus sont toujours (délibérément ?) inférieurs aux données nationales calculées sur l’ensemble de la population active (données ONEm, par exemple).



le taux de chômage des jeunes hommes (33,1 %) qui dépasse celui des jeunes femmes (30,4 %).

Une comparaison des taux de chômage entre les différentes tranches d'âge oblige à tirer un constat alarmant concernant les plus jeunes. Ainsi, en Région wallonne, le taux de chômage des 15-19 ans (38 %) et celui des 20-24 ans (29,2 %) se révèle trois fois plus important que le taux de chômage global (11,2 %).

Si l'on s'intéresse à l'incidence du niveau de formation sur le taux de chômage des 15-24 ans selon le sexe, on remarque que :

- parmi les jeunes wallon-ne-s qui disposent au maximum du CESI, le taux de chômage des jeunes femmes s'élève à 46,6 %, tandis que celui des jeunes hommes équivaut à 35,2 % ;
- une jeune femme titulaire d'un CESS sur trois (33,2 %) est au chômage en Région wallonne, tandis que cette proportion est plus faible chez les jeunes hommes de même qualification (26,5 %) ;
- les jeunes diplômées du supérieur subissent encore un taux de chômage très important (23,4 %), supérieur à celui des jeunes hommes qui ont une formation supérieure (18,7 %).

Constat interpellant : le taux de chômage des jeunes wallon-ne-s de 15-24 ans qui n'ont que leur CESI est donc deux fois plus important que celui des jeunes du même âge qui ont un diplôme du supérieur.

Quatrièmement, **le travail à temps partiel** représente 24,3 % de l'emploi total (15-64 ans) en Région wallonne. Les différences entre hommes et femmes sont énormes dans ce cas : 43 % des femmes travaillent à temps partiel, contre 8 % des hommes. Notons également que 82 % de tous les emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

Chez les 15-24 ans, le part du temps partiel est de 29 %. C'est donc près d'un jeune sur trois qui ne travaille que selon un horaire incomplet. Ici aussi, la différence entre les sexes est importante : 41,8 % des jeunes filles de 15-24 ans ont un temps partiel, contre 19,4 % des jeunes hommes.

Il est intéressant de noter que près d'un-e jeune salarié-e- de moins de 30 ans sur deux (47,7 %) donne pour motif à son contrat à temps partiel le fait « qu'il/elle n'a pas trouvé d'emploi à temps plein » ou que « l'emploi n'était offert qu'à temps partiel ». Pas vraiment une réduction du temps de travail voulue, en somme...

Cinquièmement, 10 % des salarié-e-s wallon-ne-s travaillent sous **contrat temporaire**. Les femmes y sont plus exposées (12,1 %) que les hommes (8 %). Les contrats temporaires concernent 27 % des jeunes de moins de 30 ans en Région wallonne. Les jeunes femmes sont de nouveau moins bien loties (30,1 %) que les jeunes hommes (26,6 %). Parmi ces contrats temporaires chez les moins de 30 ans, les CDD représentent 59,3 % et l'intérim 15,8 %.

4. Pauvreté

Parmi les thèmes abordés dans ce chapitre, retenons en particulier les données relatives au nombre de jeunes qui dépendent du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) du CPAS.

En 2009, en moyenne mensuelle, les jeunes de moins de 25 ans représentent :

- 32,7 %⁴ des bénéficiaires du RIS en Région wallonne ;
- 26,5 % des bénéficiaires du RIS en Région de Bruxelles-Capitale ;
- 29,2 % des bénéficiaires du RIS en Belgique.

Si l'on élargit la tranche aux moins de 30 ans, on constate que les jeunes représentent 42,6 % des bénéficiaires du RIS en Région wallonne. L'évolution de cette proportion sur les cinq dernières années ne pousse pas à l'optimisme : en effet, les jeunes de moins de 30 ans représentaient 39,5 % des bénéficiaires du RIS en Région wallonne en 2005.

Le nombre des bénéficiaires du RIS de moins de 25 ans en Région wallonne est passé de 10 879 à 13 328 entre 2005 et 2009. Soit une augmentation de 2 449 bénéficiaires ou une évolution de 22,5 % sur cette période.

Pour compléter ces données, notons que l'ensemble des bénéficiaires du RIS en Région wallonne (15-64 ans) a augmenté de 6 615 personnes entre 2005 et 2009. Il est passé de 34 170 à 40 785, soit un accroissement de 19,4 %.

4| Tous les chiffres présentés dans ce chapitre proviennent du SPP Intégration Sociale (calculs effectués par l'IWEPS et les Jeunes FGTB).

Cette augmentation globale serait-elle due à une diminution des richesses produites en Belgique entre 2005 et 2009 ? Si on la compare à la croissance du PIB, qui est passé de 302,845 milliards d'euros en 2005 à 337,284 milliards d'euros en 2009⁵ (soit une augmentation de 11,37 %), cela ne semble pas être le cas. On peut donc en conclure que le bien-être est (encore) moins bien distribué en 2009 qu'en 2005.

Face à cette distribution toujours plus inégale des richesses, couplée à l'absence d'élargissement des possibilités d'insertion des jeunes sur le marché du travail (radicalisation de la chasse aux chômeurs et absence de création d'emplois durables et de qualité, notamment) l'avenir de la majorité des jeunes wallons, bruxellois et flamands risque de se résumer à un long et pénible enlèvement dans la précarité.

Jeunes FGTB

5| Chiffres d'Eurostat présentés sur le site internet du SPF Économie.

Palestine : la « Belle Résistance », d'Aïda à Bruxelles

Huit élèves de rhétorique accompagnés de leur professeur d'Anglais et d'un enseignant libertaire, photographe à ses heures, se sont embarqués en 2009 dans un voyage de fin d'année bien singulier. Destination peu habituelle : la Palestine. Objectif : (se) rendre compte de la situation sur place. Leur récit, aujourd'hui édité, a été présenté le 10 février dernier.



Agir par la Culture

Quinze jours de partage et de découverte

Les élèves intéressés par ce projet d'échange culturel et solidaire avec de jeunes réfugiés palestiniens du camp d'Aïda et du Al-Rowwad Center (Centre de formation culturelle et théâtrale) sont partis du 2 au 16 avril 2009. Ce voyage, ils l'ont préparé sous le patronage de l'Agence Belgo Palestinienne Nadia Farkh, Henri Wajnbium, Marianne Blume ou encore Leïla Shahid ont tous été de bons conseils pour leur faire profiter au mieux de leur expérience de terrain. Ces quinze jours de voyage ont été quinze jours de découvertes, de chocs et d'émotions fortes, de partages culturels, de rires et de pleurs. Quinze jours d'histoires entremêlées d'humanité, d'amitié et de rencontres inoubliables. Et de découverte de la « belle résistance », moyen pacifique et créatif, le plus souvent par des pratiques culturelles, d'exister malgré l'occupant, d'entretenir la mémoire populaire tout en canalisant le ressentiment créé par l'occupation.

À leur retour, le groupe se promet de porter jusqu'à nous, sur le continent européen, la parole, le regard et l'existence de chacune et chacun d'entre eux par-delà le mur et les préjugés qui nourrissent la peur de l'autre, le rejet et l'indifférence.

Sous le nom de groupe Taayoush, qui signifie « Vivre ensemble » en Arabe, ils décident de réunir et de croiser leurs récits et débutent un travail d'écriture. Présence et Action Culturelles, et plus spécifiquement Dominique Surleau (coordinatrice de la campagne « Asseoir l'espoir »), a choisi d'accompagner l'édition de ce recueil qui ne tombe pas dans l'angélisme loin s'en faut. Il donne la juste mesure de ce que vivent au quotidien ces jeunes palestiniens, la génération Intifada. Intifada qui, contrairement à la traduction que l'on en a faite sur notre continent, n'est pas, souligne

Leïla Shahid, Déléguée générale de Palestine auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg, « le mot arabe pour désigner un acte de violence contre quelqu'un, une guerre des pierres, mais bien se re-dresser, relever la tête, re-prendre confiance en soi, ré-affirmer son droit à vivre, le soulèvement, la résistance d'un peuple bafoué de ses droits identitaires ».

Transmettre la belle résistance

Le 10 février 2011, au Sacré-Cœur de Lindthout (Bruxelles), ces huit élèves et leurs professeurs ont présenté, au public venu nombreux, leurs récits de voyage. Ce soir-là, la promesse de porter leur témoignage a pris tout son sens.

Tour à tour, Sophie, Bénédicte, Marine, Diane montent sur scène avec un aplomb hors du commun, habitées qu'elles sont par leur envie de raconter les checkpoints, l'humiliation, l'exiguïté de l'espace réservé à l'humain dans le camp d'Aïda, la puanteur, l'angoisse, l'émotion, la douleur, la peur, l'insoutenable qui envahissent le corps et l'esprit. Alors, elles racontent la « Belle Résistance » initiée par plusieurs artistes palestiniens et mise en œuvre dans divers camps de réfugiés.

Des cris d'enfants s'en échappent, des éclats de rire... oui, malgré l'ignorance de leurs droits, malgré le chaos et la violence quotidienne, la résistance culturelle s'organise. Elle est palpable, belle, joyeuse ! Le groupe Taayoush use de talent et d'originalité pour faire partager leur ressenti.

Laetitia, la plus âgée du groupe, explique que ce livre est la traduction de leur propre résistance, qu'il était vital et nécessaire pour eux d'écrire ce recueil de témoignages tant ils ont vécu des choses emplies d'humanité vraie. Ces jeunes d'ici et de là-bas continuent à s'échanger des nouvelles par la voie du courriel très régulièrement, le plus naturellement du monde. Et le groupe ne désespère pas de faire venir un jour ces jeunes palestiniens en Belgique ou en Europe. Ils sont actuellement à la recherche de moyens financiers, mais ça avance doucement. On croise les doigts très forts !

Sabine Beaucamp

La Belle Résistance, « Dites-leur, pour nous... »

Groupe Taayoush

PAC Éditions, 2011

10 € (commande : editons@pac-g.be)

www.taayoush.be

La Mobilité au centre des débats

Ces 15 et 22 février derniers, le Conseil de la Jeunesse a organisé deux soirées-débats autour du thème de la mobilité des jeunes. Ces deux rencontres ont permis aux jeunes d'interpeller directement les autorités compétentes.



Depuis la nouvelle forme du Conseil de la Jeunesse, celui-ci doit organiser différents moments de récolte de parole sur le terrain afin de construire ses avis thématiques. Ces «forums» sont des lieux de rencontres et d'échanges entre jeunes où ceux-ci peuvent interpeller directement les responsables politiques sur des sujets qui les touchent au quotidien.

Suite à l'enquête «mobilité des jeunes» lancée par les trois conseils de la jeunesse de Belgique (Conseil de la Jeunesse — Vlaamse Jeugdraad — Rat der deutschsprachigen Jugend) fin de l'année dernière, le Conseil de la Jeunesse avait comme objectif à la fois de présenter publiquement les grands résultats de son sondage, mais aussi de mettre les autorités compétentes face à leurs responsabilités.

Ainsi, le mardi 15 février à Bruxelles, jour de grève de la STIB (ca ne s'invente pas!), une quarantaine de jeunes et de responsables associatifs sont venus participer à la première soirée-débat mobilité. Les quatre invités présents (Bruno De Lille, Secrétaire d'État à la Mobilité à Bruxelles; Christel Straetmans, du cabinet Grouwels; Patrick Gillieaux, Directeur marketing à la STIB et Frédéric de Poortere de Bruxelles-Mobilité) ont tout d'abord réagi par rapport aux constats posés par le Conseil: manque de pistes cyclables, péage urbain pour les automobilistes, prix trop élevé des transports en commun, etc. Ces questions soulevées par le Conseil de la Jeunesse ont permis de lancer le débat.

Divisée en quatre parties (vélo, transports en commun publics, voiture et intermodalité), la soirée a été riche en questions-réponses. Ainsi, les jeunes ont demandé à avoir des parkings sécurisés pour les vélos; de mettre en place des formations pour les cyclistes; d'investir dans le projet «Collecto» (taxi collectif de nuit); de mettre en place des obstacles à l'utilisation de la voiture dans Bruxelles; d'introduire un ticket unique pour les transports en commun, etc. Plusieurs propositions et mesures concrètes ont alors été évoquées par les responsables politiques et institutionnels, comme par exemple, une taxe kilométrique pour les automobilistes circulant dans Bruxelles ou encore le développement de circuits agréables pour vélos et pour les piétons au cœur de Bruxelles.

Les échanges entre jeunes et autorités compétentes se sont poursuivis autour d'un verre jusqu'au-delà de 21 heures, moment où il a fallu libérer le local... preuve de l'engouement suscité chez les jeunes par cette thématique.

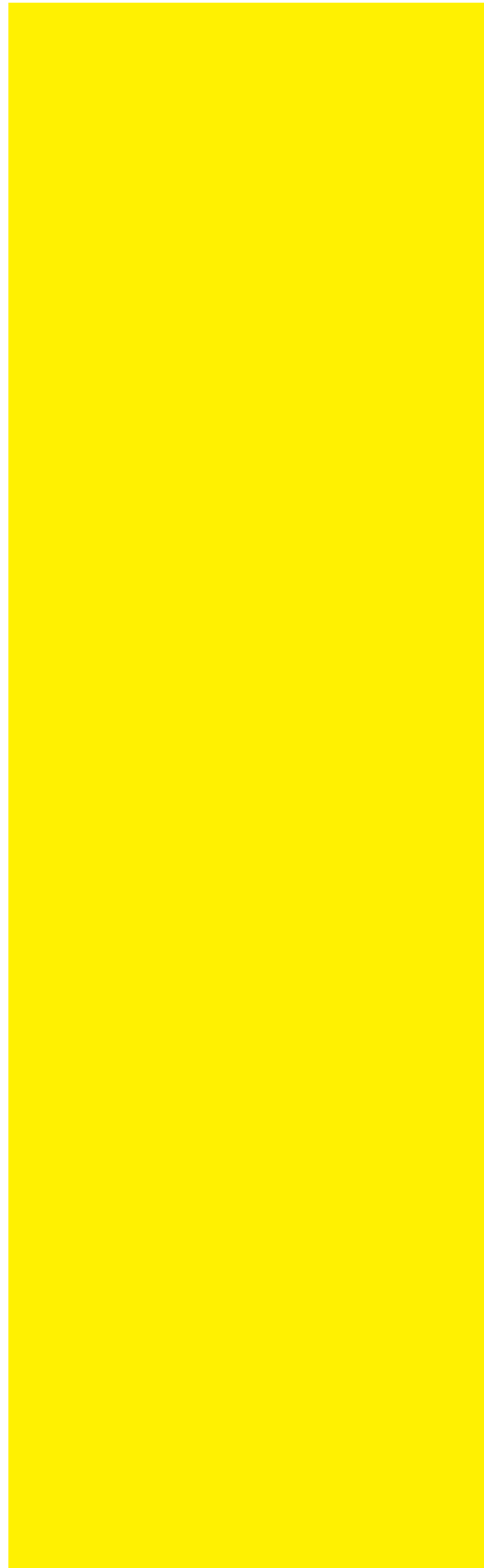
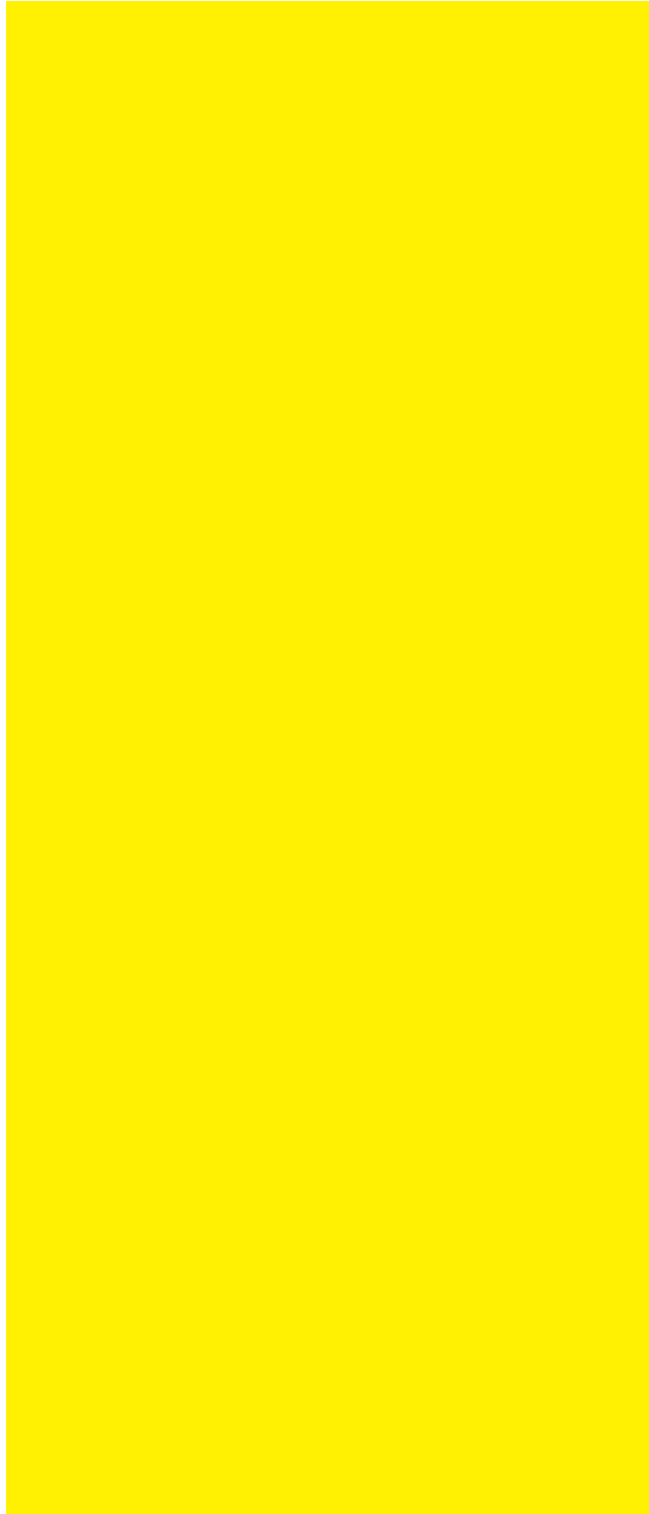
De même, le 22 février, à Liège cette fois, une cinquantaine de jeunes sont venus interpeller les cinq invités présents (Philippe Henry, ministre wallon de la Mobilité; Michel Firket, échevin de l'Urbanisme de la ville de Liège; Marc Masy, responsable TEC; Noé Lecocq d'Inter-environnement Wallonie et Maxime Counet, président de la Fédé des étudiants de l'ULg). À l'image du forum bruxellois, les interpellations ont été nombreuses et mouvementées: que comptez-vous mettre en place pour nous permettre de rentrer la nuit sans devoir dépenser 20 € pour un taxi? À quand des «Villos» dans nos villes wallonnes? La vignette autoroutière, c'est quoi? Quelles implications pour nous? Etc.

Ces moments de démocraties directes et participatives sont importants. Donner la parole aux citoyens, et aux jeunes en particulier, est indispensable. Le Conseil de la Jeunesse, avec ses moyens, essaye d'offrir aux jeunes ces lieux de rencontres et de participation citoyenne pour (re)créer ce lien avec le politique.

Désormais, suite à ces deux soirées, le Conseil de la Jeunesse va s'atteler à jouer son rôle de lobby, de pression politique auprès des responsables qui se sont engagés sur plusieurs points concrets pour améliorer la mobilité des jeunes. Vous pouvez d'ailleurs retrouver les comptes-rendus de ces forums sur www.conseildela jeunesse.be

Joachim Wacquez

Pour télécharger les résultats complets de l'enquête
mobilité du Conseil de la Jeunesse: [www.
conseildelajeunesse.be/?-Avis-](http://www.conseildelajeunesse.be/?-Avis-)
Infos: 02 413 29 30



La réduction collective du temps de travail : une revendication historique du mouvement ouvrier plus que jamais d'actualité !

La réduction collective du temps de travail est une revendication centrale dans l'histoire du mouvement ouvrier et l'une de ses conquêtes les plus importantes, qui a permis d'améliorer les conditions de travail et la qualité de vie des travailleurs. C'est d'ailleurs la revendication à l'origine du 1^{er} mai en tant que journée de lutte.

La RCTT a toujours constitué un clivage entre le patronat et les organisations syndicales. On comprendra mieux l'opposition jamais démentie du patronat en posant une question toute simple : qui profite de l'augmentation du temps de travail ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de rappeler que seul le travail, et donc les travailleurs, produisent de la richesse. Ce travail est rémunéré, sous la forme de salaire versé aux travailleurs. Augmenter le temps de travail et diminuer les salaires permet donc au patronat d'augmenter ses profits. Et donc, diminuer le temps de travail est un moyen pour les travailleurs — seuls producteurs de richesse — de se réapproprier le fruit de leur labeur. Pour être totalement précis et complet, il faudrait parler de « réduction collective du temps de travail contraint sans perte de revenu et sans intensification des rythmes de production et assortie d'embauches compensatoires »¹. Mais pour simplifier, gardons l'expression « réduction collective du temps de travail (RCTT) ».

Cette revendication est-elle toujours pertinente ?

Oui, et elle l'est plus que jamais !

Nous connaissons actuellement une situation de chômage de masse, encore aggravée par la crise financière et économique. Dans ce contexte, la RCTT est un moyen pour créer des emplois. En effet, elle vise à mieux répartir le travail disponible, entre travailleurs avec et sans emploi, entre travailleurs à temps plein et à temps partiel.

Comme mesure de résorption du chômage, la RCTT est une alternative aux mesures de réduction de cotisations sociales patronales et aux cadeaux fiscaux aux entreprises.

1 | Corinne Gobin et Bernard Conter « Réduire le temps de travail sans perte de salaire et sans intensification des rythmes de production » in Kurt Vandaele (coord.) et alii, *Solidarité en mouvement. Perspectives pour le syndicat de demain*, Amsab - Centrale Générale, Bruxelles, 2009, pp. 160-169

Ces recettes appliquées inlassablement depuis de trop nombreuses années ont prouvé leur inefficacité dans le cadre des politiques de lutte contre le chômage. Par contre, elles ont largement contribué à vider les caisses de la sécurité sociale et à plomber le budget de l'État. Il est donc urgent d'y mettre un terme. À cet égard, l'exemple français est instructif² : à « coût » égal pour la sécurité sociale, les 35 heures ont créé plus d'emplois que les réductions de cotisations sociales.³ Et la création d'emplois nouveaux entraîne mécaniquement une augmentation des recettes sociales et fiscales, ainsi qu'une diminution des dépenses dans le cadre de l'assurance chômage. Toute la société a donc intérêt à rentrer dans un tel cercle vertueux.

La concrétisation des milliers d'« emplois verts », annoncés à cors et à cris, semble manifestement se faire attendre et la « croissance verte » annoncée ne semble pas nécessairement porteuse en termes de création d'emplois nouveaux. Plutôt que de spéculer sur une hypothétique croissance verte porteuse d'emplois, la réduction collective constitue une alternative aux espoirs démesurés placés dans la « croissance verte ». De plus, réduire le temps de travail peut avoir un effet bénéfique sur l'environnement, notamment en réduisant les trajets domicile-travail.

La réduction collective du temps de travail vise à l'émancipation, à tout le moins partielle, du travail contraint et rémunéré. Certains esprits moralisateurs poseront donc la question de l'utilisation de ce temps libéré. À cet égard, il importe de rappeler que ne pas travailler ne signifie pas ne rien faire ! Réduire le

2 | Pour une bonne synthèse de la réduction du temps de travail en France et de ses résultats : Denis Clerc, « Réforme du temps de travail : les 356 heures, bouc émissaire », Alternatives économiques, Dossier web n° 023 — janvier 2010 (www.alternatives-economiques.fr/reforme-du-temps-de-travail---les-35-heures--bouc-emissaire_fr_art_690_35858.html)

3 | Ces estimations chiffrées sont bien entendu toujours sujettes à d'innombrables discussions et contestations, mais on peut considérer que durant les « années 35 heures (1998 à 2002 inclus) », 1,9 millions d'emplois ont été créés en France. Parmi ces 1,9 millions, on estime que les 35 heures sont directement responsables d'environ 350 000 emplois supplémentaires. Les 35 heures ont donc bien créé des emplois et surtout ne sont pas à l'origine de destruction d'emplois : Alain Gubian et alii, « Les effets de la RTT sur l'emploi : des simulations ex ante aux évaluations ex post » in *Économie et statistiques*, n° 376-377 ; consultable sur www.insee.fr et DARES, *Les politiques de l'emploi et du marché du travail*, éditions La Découverte, 2003). À « coût » équivalent pour la sécurité sociale, on estime que les politiques de réduction de cotisations sociales ont créé 250 000 emplois (Marie Hennion et Christian Loisy, « L'impact des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale sur l'emploi : une nouvelle évaluation », *Dossiers solidarité et santé*, avril-juin 2006. www.sante.gouv.fr/drees/dossier-solsa/pdf/dossier200602.pdf)

temps de travail permet de libérer du temps pour la vie associative, le militantisme, la culture, le sport, la famille, les amis, les loisirs...

Réduire le temps de travail permet d'améliorer la qualité du travail: ce n'est pas parce qu'on passe énormément de temps au boulot et qu'on y pense continuellement qu'on est efficace! Sans parler de l'implication sur la sécurité au travail et la santé des travailleurs en général.

Enfin, réduire le temps de travail peut également être un outil contre les discriminations qui touchent les travailleuses: actuellement, on est toujours dans un schéma dans lequel ce sont les femmes qui réduisent leur temps de travail pour s'occuper des enfants ou de la gestion générale de la famille. Avec de nombreuses conséquences sur leurs carrières et leurs droits à la sécurité sociale. Organiser la réduction collective du temps de travail pour tous et toutes permettra d'encourager une répartition plus équitable des tâches dans le couple et la famille.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, la revendication de la réduction collective du temps de travail conserve toute sa pertinence. Mais pour que sa mise en œuvre bénéficie à l'ensemble des travailleurs, un certain nombre de principes doivent être respectés.

Pour avoir des effets sensibles en termes de création d'emplois et d'amélioration des conditions de travail, la RCTT doit être massive. Le passage à la semaine de 32 heures en 4 jours de travail est à cet égard un objectif clair et ambitieux.

Pour rencontrer l'objectif de lutte contre le chômage et de partage du travail, la RCTT doit donner lieu à des embauches compensatoires. Cet aspect est également essentiel pour ne pas aggraver les conditions de travail de salariés qui seraient contraints d'effectuer la même quantité de travail sur une même durée, mais à une cadence plus élevée. Le maintien des salaires, y compris pour les travailleurs qui seront engagés dans le nouveau régime de temps de travail, est également essentiel. Pour garantir qu'aucun travailleur ne soit perdant en fin de compte, il importe de maintenir que les salaires soient cadrés collectivement. En d'autres termes, il est nécessaire de s'opposer aux logiques à l'œuvre actuellement visant à une individualisation des rémunérations.

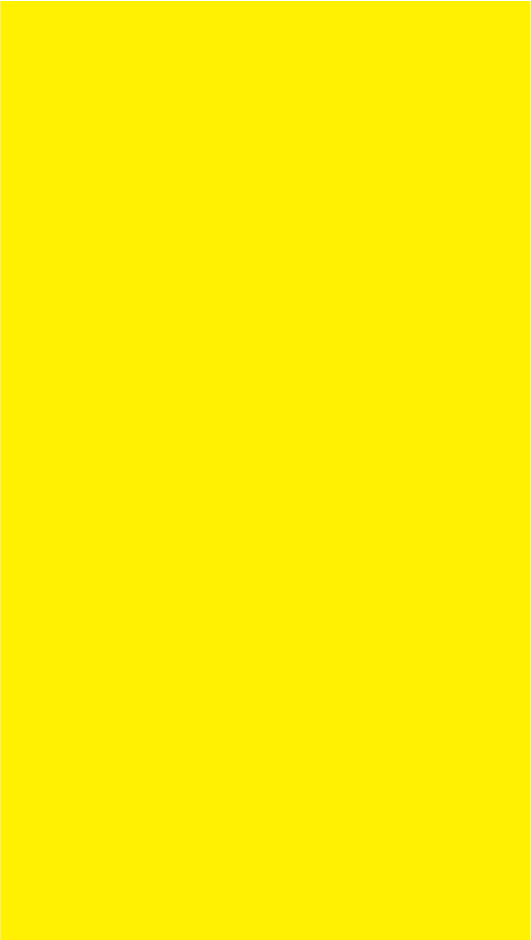
La RCTT doit être négociée, définie et appliquée au niveau interprofessionnel. Il s'agit là d'une condition essentielle pour garantir l'égalité et la

solidarité entre les salariés. Libre ensuite aux secteurs professionnels de négocier des aménagements en fonction de leurs réalités propres.

Enfin, comme toute mesure visant à améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs, il est indispensable de disposer des moyens nécessaires à son respect effectif. Il est donc indispensable que les moyens de l'inspection sociale soient sérieusement et urgemment renforcés.

Les politiques de l'emploi d'inspiration néolibérale menées depuis des années ont montré leur inefficacité. Il est donc urgent de proposer des alternatives. La réduction collective du temps de travail en est une! Ensemble, travaillons moins, travaillons mieux, travaillons tous et toutes.

Guéric Bosmans
02.2011



Être volontaire pour un monde plus juste et solidaire



Le SCI (Service Civil International) est une organisation internationale dont le but est de permettre aux jeunes (et aux moins jeunes) de partir à la découverte d'autres cultures, d'autres pays, en participant bénévolement à des projets à dimension sociale, culturelle ou environnementale. Le SCI permet de vivre concrètement l'expérience de la citoyenneté active par le biais du volontariat.

1 000 projets dans 70 pays

Nos projets sont organisés en collaboration avec des associations locales, avec lesquelles nous entretenons des liens étroits et réguliers. Chaque année, se déroulent plus de 1000 projets dans 70 pays, ce qui donne une idée de l'ampleur de la formidable chaîne de solidarité qui peut se créer grâce à la seule volonté de travailler ensemble à un monde respectueux des personnes et de l'environnement.

Des projets à court ou long terme

Par le chantier international, le volontaire peut vivre, durant deux ou trois semaines, une expérience de vie au sein d'un groupe multiculturel, tout en découvrant une communauté locale et le travail d'une association.

Les projets sont aussi divers que les destinations : rénovation, construction, animation, sensibilisation, arts et culture, environnement, que ce soit dans un pays du Nord ou du Sud. Il existe aussi des projets long terme (3 mois à 1 an) qui sont ouverts à tous sans limite d'âge. Notre branche est également reconnue comme organisme d'envoi pour le Service Volontaire Européen (SVE).

Partir dans un pays du Sud ne s'improvise pas. Nous organisons dès lors un week-end de formation aux théories du développement

et à l'interculturalité. Ouvert à tous, ce weekend propose aux participants de s'interroger sur les relations Nord-Sud, leur culture et celle des autres à travers des jeux de rôle, des mises en situation, suivis d'analyses et de supports plus théoriques. Par la suite, la formation régionale a pour but d'approfondir les connaissances du pays choisi.

S'engager

Dans la continuité de nos objectifs, le SCI permet de s'investir davantage dans le bénévolat en prenant une part active au sein de notre association. Nos groupes d'action sont constitués de volontaires, qui travaillent sur une certaine problématique ou une région particulière et organisent diverses activités : soirées conférences, rédaction d'articles ou de dossiers dans notre publication, actions de solidarité... Mais il est aussi possible de s'engager au sein du SCI en devenant animateur de nos divers outils d'éducation au développement ou en se formant à la coordination de chantiers.

Des projets, des volontaires

BOTSWANA

La réserve naturelle de Mokolodi accueille des animaux sauvages tels que des éléphants, des rhinocéros, des girafes, des léopards et des oiseaux de toutes sortes. Elle possède de nombreux sites de camping et de petits restaurants. Elle entretient des liens étroits de collaboration avec l'association BWA notamment dans un travail de préservation de l'écosystème. Les volontaires aideront à l'entretien des sentiers et des pistes du parc. La réserve est située à 40 minutes des bureaux de l'association et à 15 km de Gaborone. Logement sur un des sites de camping.

«Le projet d'immersion au Sénégal m'a non seulement apporté de nouveaux amis et une expérience inoubliable, mais également un nouvel élan, une nouvelle envie de m'engager encore davantage pour une démystification — certainement difficile, mais toujours possible — des nombreux problèmes politiques et économiques, notamment au niveau européen. Tout en espérant que cette démystification donnera lieu, non pas au désespoir ou à l'envie de détruire ce qui a été construit, mais bien à une volonté d'agir, de réformer, d'améliorer et d'exiger ce dont nous rêvons tous : une Europe humaniste, démocratique, citoyenne, solidaire, juste et généreuse — bref, une Europe européenne. Et avec elle, un autre monde.»

Raphael Kreusch, Sénégal

ISLANDE

L'Islande est un pays très riche en eau. On y trouve de grandes rivières et de nombreux lacs ainsi que de nombreuses sources chaudes. C'est le seul pays européen qui produit son électricité de façon autonome et durable (énergie hydraulique). Le projet se déroulera à Reykjavik mais aussi dans le Sud du pays. Les volontaires effectueront des tâches environnementales telles que la plantation d'arbres, l'entretien de sentiers de randonnées. Discussions et échanges sur l'énergie hydraulique et les différentes formes d'énergies renouvelables. Logement dans une maison du centre ville de Reykjavik puis dans une maison communautaire au Sud.

« Sans le Cycle de formation du SCI, mon voyage n'aurait pas été le même : j'ai pris tout ce que je vivais comme une expérience supplémentaire au lieu de me braquer sur le travail effectué. Outre d'aider en cas « d'incompréhension culturelle », les formations m'ont permis de m'y rendre dans un état d'esprit plus ouvert, prête à découvrir sans porter de jugement. »

Julie Deronchène, Argentine

Nous vous invitons à nos soirées d'information le 13 avril à Liège et le 28 avril à Bruxelles .

Tous nos projets sont en ligne sur : www.workcamps.info

N'hésitez pas à nous contacter ou nous rendre visite pour plus de renseignements ou un accompagnement dans votre recherche :

SCI Projets Internationaux
rue Van Elewyck 35
1050 Bruxelles
02 649 07 38

Ou dans nos locaux de Liège :

Casa Nicaragua
rue Pierreuse 23
4000 Liège
04 223 39 80

www.scibelgium.be
sci@scibelgium.be



Ci-dessus : Allemagne

Ci-dessous : Sénégal

PALESTINE

Projet organisé avec le « Centre d'information alternative » (AIC) qui promeut l'égalité sociale, économique et politique, la liberté et la démocratie. Il rejette l'idéologie de la séparation. Les volontaires travailleront dans différents villages : construction d'un jardin d'enfants, d'une maison de jeunes, d'un hôpital, nettoyage, peinture, etc. Les après-midi seront consacrées à des échanges d'expérience, des visites, afin de faire comprendre la culture palestinienne et le contexte de l'occupation. Logement dans le village de Beit Sahour

« La diversité culturelle pendant mon chantier m'a surprise : le groupe formait un melting-pot de personnes de Pologne, Corée du Sud, Russie, Canada, Portugal, République tchèque, Turquie, France et Belgique. Toute cette diversité a alimenté les discussions. Nous adorions échanger des trucs et astuces, des anecdotes de nos régions. Les questions et avis fusaient lors des repas, des soirées autour d'un verre, ou encore entre deux coups de pinceau ou de pelle. Le groupe s'est soudé autour d'un point commun : nous étions tous de nationalité différente. »

Gabrielle Pire, Portugal



Ci-dessus : Togo

Ci-dessous : Sénégal



Changement climatique

La température moyenne de notre planète augmente régulièrement. Et il est hautement probable que ce changement climatique soit dû, en très grande partie, aux activités humaines par les rejets de gaz à effet de serre qu'elles entraînent. Parmi ces gaz, le dioxyde de carbone: la hausse de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère est la conséquence de l'utilisation de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) comme principales sources d'énergie. Le réchauffement aura des effets importants sur l'environnement et sur les populations. Ses effets négatifs devraient toucher surtout les hommes et les femmes les plus vulnérables dans les pays pauvres, alors qu'ils ne sont pas — ou peu — responsables de l'apparition et du développement de ce phénomène.

SOLIDARITÉ SOCIALISTE

La tendance est claire: depuis le début de l'ère industrielle, la température moyenne de la Terre augmente de manière régulière, sous l'effet de l'émission sans cesse croissante de gaz à effet de serre.

Les activités humaines ont de plus en plus d'impact sur l'environnement. C'est pourquoi une série d'initiatives ont vu le jour depuis le début des années 70: de la Conférence de Stockholm à la Conférence de Cancún en ce mois de décembre 2011, en passant par le Sommet de la Terre à Rio en 1992, les rencontres pour tenter de minimiser les impacts de ce qu'on appelle la technosphère sur la nature se sont multipliées. Un moment important de cette histoire a été la mise en œuvre du Protocole de Kyoto pour tenter de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation dangereuse du système climatique. Le Sommet de Cancún, après l'échec de Copenhague, vise à tenter de définir ce que devrait être l'après-Kyoto (le Protocole venant à expiration fin 2012).

Si la hausse des températures moyennes de notre planète est indubitable, ses conséquences sont plus difficiles à cerner, et on assiste aujourd'hui à une dure confrontation entre les partisans d'une action urgente et les climato-sceptiques, qui soutiennent l'origine naturelle du phénomène, le tout sur fond d'affrontement entre intérêts économiques et visions philosophiques divergents.

Il est vrai qu'il est difficile de traiter du changement climatique de manière sereine et raisonnable, tant ce phénomène entraîne des réactions disproportionnées, inadéquates ou irrationnelles, et tant il met en question des intérêts à court terme énormes. L'opinion trouve difficilement des

repères sûrs dans un monde mouvant et instable, dans une masse d'information et de désinformation. Le moindre événement est monté en épingle et prend des dimensions inouïes, ce qui peut empêcher la prise de mesures raisonnables et adaptées à ses impacts réels, prévisibles ou probables. L'arbre de la catastrophe fantasmée cache la forêt des faits objectivables et de leurs conséquences.

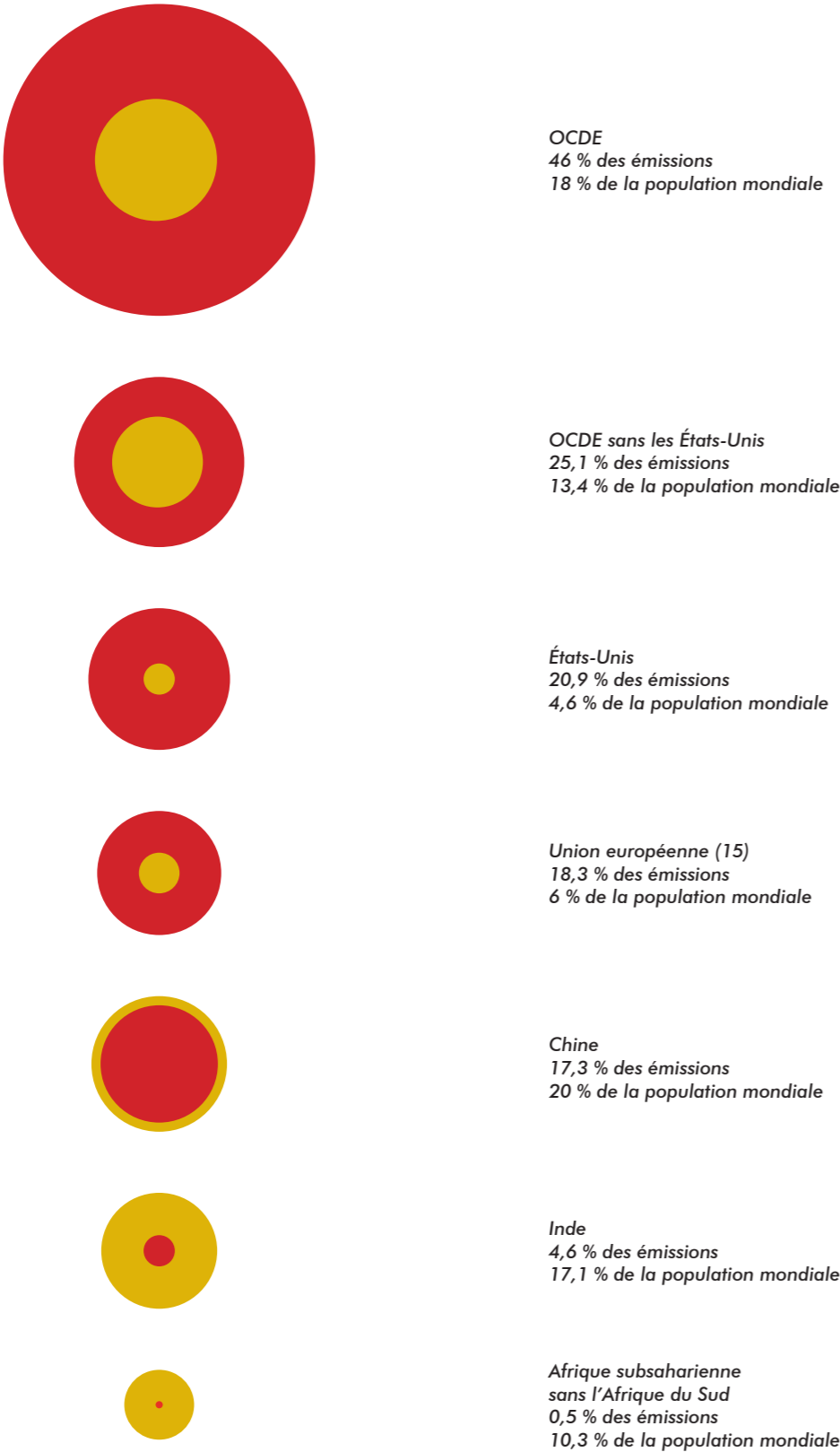
La perception par l'opinion publique du changement climatique est influencée par une «mode» du catastrophisme, parce que d'aucuns ont tendance à faire du changement climatique un événement apocalyptique qui mènera, selon eux, à la destruction de la Terre, ou à tout le moins à la disparition de l'espèce humaine, et que leurs vues sont relayées par nombre de médias qui ne renâclent pas devant un sensationnalisme vendeur.

On ne peut pas partager — ou du moins il faut relativiser — cette vision apocalyptique si l'on regarde objectivement les données disponibles à ce jour, et les projections qu'on peut faire à partir de celles-ci. C'est ainsi que l'élévation des mers et des océans censés devoir engloutir de vastes étendues de territoire n'est que de trois millimètres par an: trente centimètres par siècle! Nous sommes loin de *The Day After*, même si certaines régions et leurs populations souffriront réellement et gravement de cette montée des eaux. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille adopter sans réserves les vues des climato-sceptiques qui nient la réalité de l'origine humaine du changement climatique, avec des arguments qui tiennent eux aussi davantage de la visibilité médiatique et du viscéral que d'une position scientifiquement établie, ou sont dictées par des intérêts économiques et financiers non avoués.

La seule chose que l'on puisse avancer aujourd'hui est que le changement climatique est un fait avéré, dont les effets sont susceptibles d'un calcul de probabilité et, par là, de prévision et de construction d'hypothèses à partir de quasi-certitudes et de certaines inconnues. Et que son évolution n'est pas sans risques pour certaines populations dans un certain nombre de régions du globe.

«Nous devons traiter ce qui certes peut être mis en doute, tout en étant possible, à partir du moment où il s'agit d'un possible d'un certain type, comme une certitude en vue de la décision.» Cette phrase tirée du livre de Hans Jonas (*Le Principe Responsabilité*, 1991, p.62), pourrait être reprise à leur compte par les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Figure 1
Superposition du pourcentage des émissions de gaz à effet de serre (cercle rouge) et du pourcentage de la population mondiale représentée (cercle jaune) en 2007. Les États-Unis et la Chine émettent quasiment la même proportion de gaz à effet de serre, mais la Chine représente 20 % de la population mondiale, pour à peine 4,6 % pour les États-Unis.



Évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 1990 et 2004 (1990 = 100). La Chine et l'Inde ont doublé ou plus que doublé leurs émissions de GES, mais il est frappant de constater la similitude de l'évolution des émissions de GES du monde dans son ensemble et des États-Unis. Quant aux émissions globales des pays industrialisés, si elles ont chuté de 3,3 % au cours de la période 1990-2004, cette baisse est surtout attribuable à une diminution de 36,8 % des émissions de la Russie et des pays d'Europe centrale et orientale qui ont vu s'écrouler leur production industrielle avec la fin de l'URSS.

L'intensité en carbone de la croissance (ICC) mesure les émissions de CO₂ par unité de PIB. Sa diminution reflèterait des améliorations du rendement énergétique, mais aussi des modifications de la structure économique, principalement l'accroissement de la part prise par les services, moins énergivores, dans la constitution du PIB.

L'intensité en carbone de l'énergie (ICE) reflète l'évolution des sources d'énergie utilisées: entre 1990 et 2004, l'ICE mondiale n'a guère évolué (1990 = 100; 2004 = 99,6), malgré la baisse de l'ICC. Cela signifie que si des améliorations du rendement des énergies ainsi que la croissance des services ont permis de limiter les dégâts, le monde continue de faire massivement usage de sources d'énergie fortement productrices de CO₂ (cf. la figure 5, page suivante) annulant ainsi les bénéfices tels que mesurés par l'ICC.

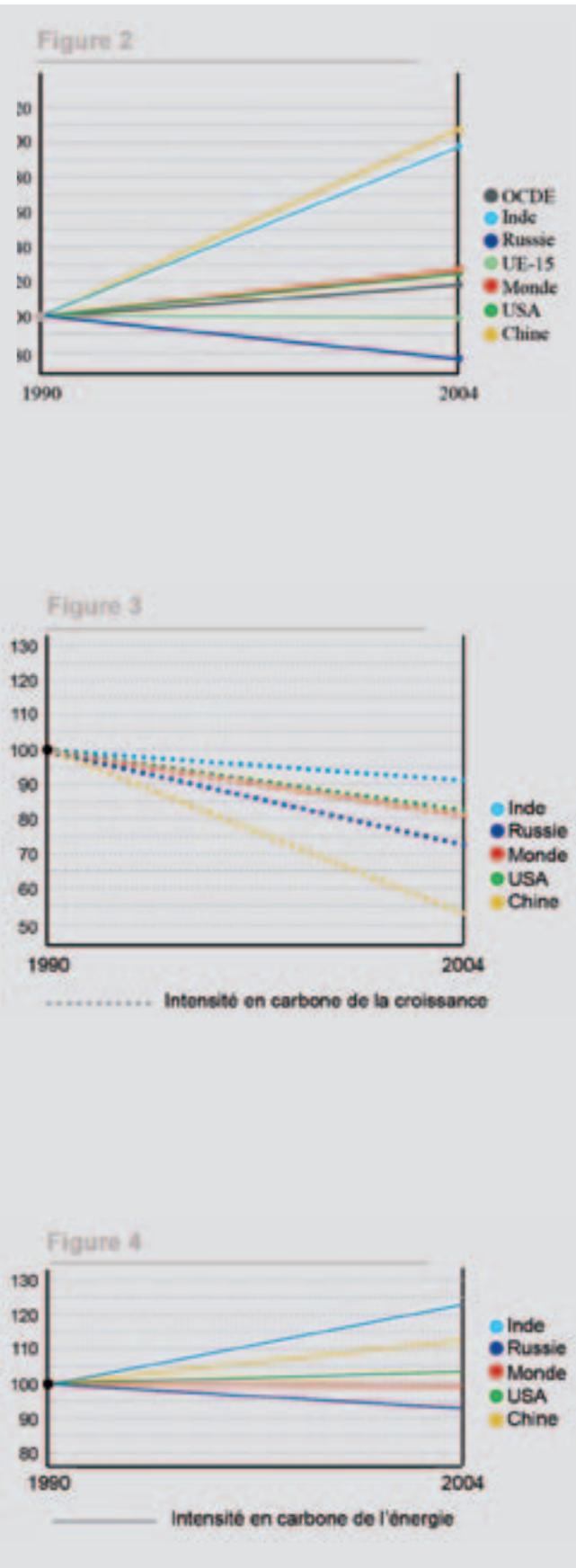
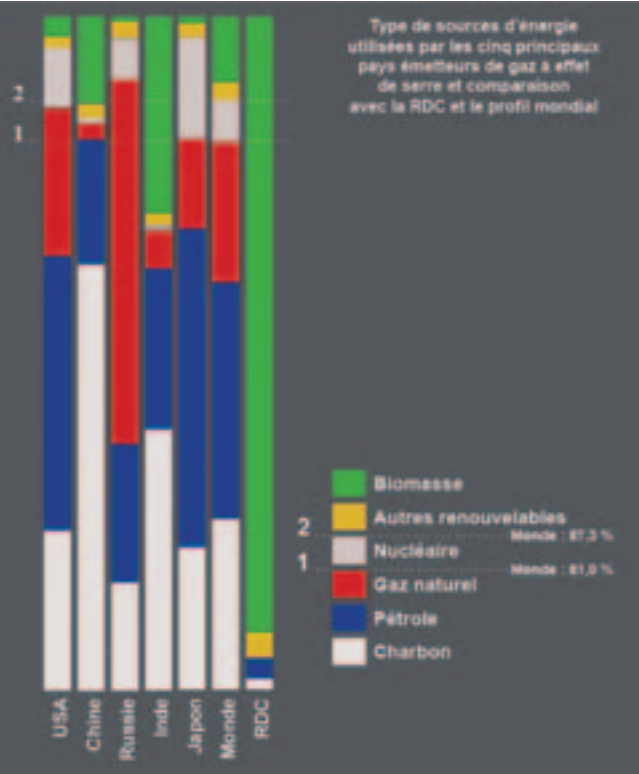


Figure 5



Créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le GIEC procède, à intervalles réguliers, à une évaluation de l'état des connaissances relatives au changement climatique. Sa démarche consiste à déterminer la probabilité des conséquences liées à ce phénomène, et à donner des pistes pour permettre l'atténuation des risques encourus et l'adaptation nécessaire pour minimiser leur impact. Les décisions prises ou non selon ses avis échappent à ses domaines de compétence. La science s'arrête où commence l'art de la politique et de l'éthique.

Le constat du GIEC est clair: les concentrations de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux dans l'atmosphère terrestre ont fortement augmenté en deux siècles, très probablement en conséquence des activités humaines, et l'augmentation mondiale de la concentration en gaz à effet de serre (GES) est essentiellement due à l'usage des combustibles fossiles lié à la production industrielle et énergétique.

Cette hausse des concentrations des GES a pour conséquence une élévation de la température moyenne de la Terre (les projections ont suggéré une hausse des températures mondiales moyennes

d'environ 0,15 °C à 0,3 °C par décennie pour les années 1990–2005), une fonte accélérée des glaces accompagnée d'une hausse du niveau des mers et océans, et l'accroissement de la fréquence et de la force des phénomènes météorologiques extrêmes (ouragans, fortes précipitations et inondations, vagues de chaleur et sécheresses...).

Sachant cela, quelle doit être l'attitude des politiques? Parce que, pour reprendre la terminologie de Hans Jonas, si le doute n'est plus permis et que le possible s'assimile à une certitude en vue de la décision quant au réchauffement climatique, à son origine essentiellement humaine, et à l'augmentation des épisodes climatiques dévastateurs, quelle(s) décision(s) prendre, en fonction de quels intérêts, sur quelle échelle de temps et qui doit prendre l'initiative et payer les coûts induits par les remèdes que l'on voudrait, pourrait ou devrait apporter.

D'autant que le changement climatique n'engendre pas que des effets négatifs: si le réchauffement est global, ses conséquences au niveau local sont très diverses et pourraient s'avérer bénéfiques pour certaines régions et certaines populations. Un exemple illustrateur d'un point de vue commercial et géostratégique est la libération progressive de l'océan Arctique des glaces qui empêchent la navigation durant la majeure partie de l'année, et la possibilité ainsi offerte d'une nouvelle route commerciale plus sûre et plus courte, évitant le canal de Suez et le Proche-Orient, ainsi que la perspective de l'exploitation de ressources pétrolières et gazières jusqu'ici inaccessibles du fait des glaces qui les recouvraient. D'où les tergiversations actuelles sur les mesures à prendre, sur la dimension et le caractère plus ou moins urgent de ces dispositions, sur la détermination et l'acceptation des responsabilités des uns et des autres, et sur la source, le calendrier et le montant du financement des mesures d'atténuation (réduction des effets par des mesures appropriées) et d'adaptation (amélioration des infrastructures dans les pays vulnérables et transfert financier et de technologies adaptées et maîtrisables par les populations locales).

Le problème est complexe, ses interprétations divergentes, son potentiel dévastateur global contingent, mais les principales victimes sont d'ores et déjà connues: ce sont les pays pauvres et leurs populations les plus vulnérables. Entre 2000 et 2004, le nombre de personnes touchées par une catastrophe climatique s'est révélé quatre-vingts fois plus élevé dans les pays en développement que dans les états membres de l'OCDE, à savoir des pays industrialisés ou émergents, beaucoup plus riches. Pourquoi cette énorme différence? Parce que les populations pauvres sont également les plus vulnérables aux chocs et aux perturbations écologiques, aux conséquences du changement climatique en cours. Celui-ci va vraisemblablement accroître les inégalités économiques entre pays riches et pauvres, à mesure que les températures grimperont: les dégâts attendus dans les pays pauvres reflètent en partie une capacité d'adaptation moindre. Les questions soulevées par le changement climatique sont ainsi très étroitement liées aux problématiques du développement. Le changement climatique est en fait un facteur parmi d'autres qui ne fait qu'exacerber des situations catastrophiques déjà existantes du fait des inégalités et de la redistribution scandaleusement déséquilibrée des ressources et des richesses.

En ce sens, le débat sur l'origine naturelle ou humaine du changement climatique n'est pas vain. Si le changement climatique est d'origine naturelle, on pourra certes évoquer (mais sans plus) les principes volontaires de solidarité pour amener les

pays qui en ont les moyens à venir en aide aux pays touchés à des degrés divers par les conséquences de la perturbation du climat. Si celle-ci est scientifiquement démontrée comme étant d'origine humaine, le principe de responsabilités différenciées serait susceptible d'amener à des mesures contraignantes et proportionnées au degré de responsabilité de chacun dans la création et l'évolution du phénomène.

Puisqu'ils sont les principaux responsables historiques du changement climatique en cours et qu'ils disposent de ressources financières et technologiques bien plus importantes et performantes, c'est donc tout particulièrement aux pays riches qu'incombe la responsabilité de remédier aux problèmes écologiques, de prendre les mesures nécessaires à la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre par l'adaptation de leurs modes de production et de consommation, et de soutenir les pays pauvres dans leurs efforts en terme de prévention, d'atténuation et d'adaptation aux effets du phénomène climatique en cours. Sans pour autant absoudre les pays émergents des responsabilités qui sont les leurs, et l'on pense ici tout particulièrement à la Chine dont le développement de l'économie en forte croissance est hautement dépendant du pétrole, du gaz mais surtout du charbon.

Le changement climatique ne peut être traité indépendamment des autres problématiques qui entravent ou risquent d'entraver le développement. Les mesures prises pour lutter contre ses effets négatifs doivent être combinées aux efforts de lutte contre la pauvreté et pour la mise en place des conditions sociales et économiques favorables à un développement soutenable. Il serait ainsi inacceptable de détourner de l'argent de l'aide publique au développement pour l'investir dans la lutte contre le changement climatique: il s'agit au

L'Homme à l'origine du changement climatique

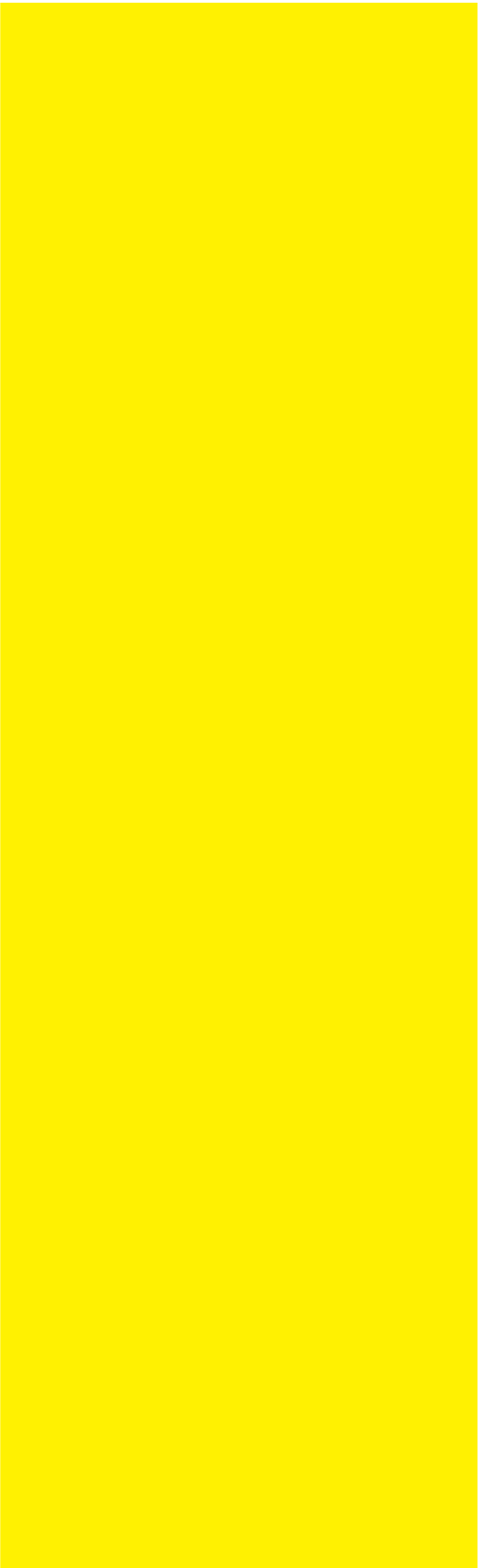
Le Prix Nobel de chimie Svante Arrhenius a été le tout premier à émettre l'hypothèse d'un lien entre la température moyenne du globe et le taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Selon cette hypothèse, l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère risquait d'accroître très significativement la température de la planète. Il avait calculé qu'un doublement de la teneur en CO₂ pourrait provoquer un réchauffement de 4 à 6 °C, des valeurs en cohérence avec les modélisations du XXI^e siècle. En 1938, Guy Callendar, un ingénieur anglais, puis en 1956, Gilbert Plass, un physicien américain, ont établi puis théorisé la relation entre l'accroissement des rejets industriels de CO₂ et les premières observations de réchauffement climatique planétaire. Mais c'est seulement en 1979, lors de la première conférence mondiale sur le climat, à Genève, qu'a été avancée publiquement pour la première fois sur la scène internationale l'éventualité d'un impact des activités humaines sur le climat.

contraire de fournir des moyens complémentaires et supplémentaires, et de traiter la question climatique en lien avec des questions comme, entre autres, l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique, la raréfaction de l'eau et la sécurité alimentaire, les politiques sanitaires et de l'emploi.

Ce processus implique la participation et l'implication de tous les acteurs, l'intégration des différents niveaux de décision et d'action : la coopération internationale doit appuyer (et s'appuyer sur) les plans nationaux et régionaux, combiner les mécanismes de marché et les mesures politiques de réglementation et de régulation, établir des partenariats entre le privé et le public, avec comme point focal les intérêts des populations les plus vulnérables, dont les conditions de vie sont les plus menacées par le changement climatique.

Changement climatique, de quoi parle-t-on ?

Dans les travaux du GIEC, le terme « changement climatique » fait référence à tout changement dans le temps, qu'il soit dû à la variabilité naturelle ou aux activités humaines. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ne désigne par cette expression que les changements induits par les activités humaines, et utilise le terme « variabilité climatique » pour désigner les changements climatiques d'origine naturelle.



Retrouvez toute l'actualité de nos O.J., ainsi que leurs agendas, en temps réel, **sur le Web!**
bloc-notes.resoj.be

Oxyjeunes

Latitude
JUNIOR

Latitude
JEUNES

Contact J

CIDJ
Info Jeunesse

ForJ

MJS
Mouvement des Jeunes Socialistes

Etudiants
FGTB

Jeunes
syndicales
FGTB

Faucons
Rouges

TQJ
Tels Quels jeunes

FCHWB

Oxyjeunes
Grand'Place 24 - 6240 FARCENNES

T. 071|38 84 00 - F. 071|39 83 00
M. info@oxyjeunes.be
W. www.oxyjeunes.be

Latitude Junior
Place St Jean 1-2 - 1000 BRUXELLES

T. 02|515 04 02 - F. 02|512 27 62
M. latitude.junior@mutsoc.be
W. www.juniorville.be

Latitude Jeunes
Rue Saint-Jean 32-38 - 1000 BRUXELLES

T. 02|515 04 02 - F. 02|512 27 62
M. latitude.jeunes@mutsoc.be
W. www.ifeelgood.be

Contact J
Bd. de l'Empereur 25 - 1000 BRUXELLES

T. 02|511 96 84 - F. 02|502 60 36
M. contactj@contactj.be
W. www.contactj.be

CIDJ
Rue Saint-Ghislain 29 - 1000 BRUXELLES

T. 02|219 54 12 - F. 02|219 54 13
M. cidj@cidj.be
W. www.cidj.be

ForJ
Siège social
Rue le Lorrain 104
1000 BRUXELLES
Siège d'activités
Route de Mons 80
6030 CHARLEROI
M. info@forj.be
W. www.forj.be

T. 02|649 03 22 - F. 02|647 87 42
T. 071|53 91 53 - F. 071|53 91 54

MJS - Mouvement des Jeunes Socialistes
Rue de la Croix de Fer 16 - 1000 BRUXELLES

T. + F. 02|512 12 18
M. secretariat@mjs.be
W. www.mjs.be

Étudiants FG TB - Jeunes syndicales FG TB
Rue Haute 42 - 1000 BRUXELLES

T. 02|506 83 10 - F. 02|502 73 92
M. etudiants@jeunes-fgtb.be
W. www.jeunes-fgtb.be

Faucons rouges
Rue Entre-deux-Portes 7 - 4500 HUY

T. 085|41 24 29 - F. 085|41 29 36
M. info@fauconsrouges.be
W. www.fauconsrouges.be

Tels Quels Jeunes
Rue Marché au Charbon 81 - 1000 BRUXELLES

T. 02|512 45 87 - F. 02|511 31 48
M. jeunes@telsquels.be
W. www.telsquels.be

FCHWB - Ferme des Castors
Rue du Faubourg 16-18 - 6250 AISEAU

T. 071|76 03 22 - 071|74 04 75 - F. 071|76 19 26
M. info@fchwb.be
W. www.fchwb.be

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**



Tu es intéressé(e) par ce qui se passe dans le monde ? Tu te poses des questions sur les relations entre pays «développés» et pays «en voie de développement» ?

Alors, découvre
Solidarité Socialiste
et sa revue, **Alter Égaux** !

Tous les deux mois,
Alter Égaux apporte
des informations
sur les activités de
solidarité internationale

menées par notre ONG et ses partenaires,
dans onze pays d'Afrique et d'Amérique
latine, ainsi qu'en Palestine et en Belgique.

Envie de recevoir un exemplaire de la revue ?
Contacte Patrick Abeels par mail
(pabeels@solloc.be) ou en lui passant
un coup de fil au 02/505.40.64.

Il t'est aussi possible de nous contacter
via notre site www.solloc.be !

